



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2546  
19 mai 2017  
1,20 € • DOM: 1,80 €



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

# LUTTE

Le journal  
d'Arlette Laguiller

# OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

## Gouvernement Macron:

# Grand recyclage de politiciens au service des patrons licenciés



**Les candidats de Lutte ouvrière**  
**Faire entendre le camp**  
**des travailleurs**

3, 4 et 5 juin

## La Fête

page 5

pages 8-9

# Les combats qui nous attendent

Emmanuel Macron a nommé comme Premier ministre un politicien de droite, Édouard Philippe, maire du Havre et fidèle lieutenant d'Alain Juppé, ce Juppé dont bien des travailleurs ont des raisons de se souvenir. En 1995, alors Premier ministre de Chirac, il s'était attaqué aux retraites et à la Sécurité sociale. Devant le large mouvement de grèves et de manifestations que son projet avait déclenché, il s'était vanté de rester « *droit dans ses bottes* ». Il avait dû reculer devant la mobilisation !

Jusqu'à présent, droite et gauche se passaient le relais au pouvoir pour mener la politique antiouvrière voulue par le grand patronat. Cette fois-ci, elles la mèneront ensemble. Édouard Philippe mettra en œuvre la politique annoncée par Emmanuel Macron. Ils veulent démolir le Code du travail, laisser les mains libres au grand patronat pour licencier, supprimer des emplois, fermer des usines. Et ils veulent supprimer 120 000 postes de fonctionnaires.

Avec la collaboration du gouvernement, le grand patronat accentuera sa guerre sociale contre le monde du travail, avec toujours la même recette : intensifier le travail des uns et se débarrasser des autres pour accroître les dividendes. Vivarte, Tati, Mim, Whirlpool ou GM&S Industry sont les derniers exemples en date de cette politique. GM&S Industry est particulièrement révélateur. PSA et Renault, qui sont les donneurs d'ordres de ce sous-traitant automobile, ont planifié la mise à mort de cette usine de 300 salariés dans la Creuse. Renault et PSA ont fait des bénéfices record l'an dernier : 3,5 milliards d'euros pour l'un et 2,15 milliards d'euros pour l'autre. Et on peut être certain que, dès la fin de la période électorale, d'autres fermetures d'entreprises et d'autres plans de compétitivité seront révélés.

Voilà le contexte dans lequel arrivent les élections législatives. À cause du profond discrédit qui frappe le PS et la droite, tous les leaders politiques jouent la comédie du renouveau. Il est impossible de prévoir qui, entre les macronistes, la droite, le FN ou La France insoumise, tirera son épingle du jeu de cette recombinaison politicienne. Mais il est certain que la nouvelle majorité sera au service des riches et qu'aucune opposition parlementaire ne

représentera le camp des travailleurs.

Le monde du travail ne pourra compter que sur l'opposition qu'il fera naître par ses luttes. Mais à condition que celles-ci se mènent sur un terrain de classe, correspondant aux intérêts des exploités, et non pas derrière des illusions réactionnaires. Des combats menés sur des terrains comme celui du protectionnisme, qui ne protège que le patronat d'ici, ou stigmatisant une partie des travailleurs, ne feraient que diviser le camp des exploités, le démoraliseraient et l'affaibliraient.

Le Front national, pour lequel une partie des travailleurs ont voté, est le principal colporteur de ces idées empoisonnées. Il veut faire des travailleurs immigrés des boucs émissaires. Et sous prétexte de défendre les entreprises françaises, c'est-à-dire en fait les capitalistes français, il montre du doigt les travailleurs d'autres pays, d'Europe ou d'ailleurs. Mais le Front national n'a pas l'exclusivité de la démagogie nationaliste. Et celle-ci est tout aussi nocive quand elle est défendue par le PCF ou par Jean-Luc Mélenchon.

La force des travailleurs est dans la conscience de leurs intérêts communs face à la classe capitaliste. En faisant entendre le camp des travailleurs, Nathalie Arthaud a levé le drapeau de cette conscience de classe à l'élection présidentielle. Aux élections législatives, Lutte ouvrière présente des candidats dans toutes les circonscriptions de métropole et à La Réunion, ainsi qu'en Guadeloupe et en Martinique avec l'organisation Combat ouvrier.

Tous sont des travailleuses et des travailleurs. Leurs candidatures permettront à ceux qui se sont reconnus dans la campagne de Nathalie Arthaud à l'élection présidentielle de prolonger leur vote. Elles permettront aussi à ceux qui ont été touchés par ce qu'a dit Nathalie Arthaud, mais qui ont cru au prétendu vote utile, de ne pas se laisser détourner cette fois-ci de leur premier choix et de voter pour leur camp.

Faire entendre à nouveau les exigences du monde de travail aux élections législatives, montrer la persistance du courant qui les incarne, c'est le meilleur moyen de nous préparer à les défendre dans les luttes de demain.

## Au sommaire

<b>POLITIQUE</b>		Empire Bolloré : Vivendi, Havas et surtout l'Afrique	7	Fatima : le centenaire des illuminés	16
Mélenchon : l'ambition d'un politicien	4	Spéculation : la course vers l'abîme	7	<b>RUSSIE 1917</b>	
PCF : le prix de la soumission	4	Département du Nord : attaques contre les chômeurs	16	Une grève à Moscou	15
Jospin : un modèle édifiant	4	<b>LA FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE</b>		<b>ENTREPRISES</b>	
Lutte ouvrière dans les législatives : faire entendre le camp des travailleurs	5	Le programme	8/9	Faïencerie de Gien	12
Réunions des candidats de Lutte ouvrière	5	<b>DANS LE MONDE</b>		Finances publiques - Paris	12
NPA : une non proposition	5	Grèce : grève contre les nouvelles attaques	10	GMF - Saran	12
Le vote FN : nuisible à la classe ouvrière	6	Il y a 80 ans : Barcelone, mai 1937	10	Apase - Ille-et-Vilaine	12
L'internationalisme : principe du mouvement ouvrier	6	Algérie : forte abstention et stabilité politique	11	GM&S - La Souterraine	13
Medef : même au collège	6	Allemagne : revers pour le SPD	11	Suez RV - Reims	13
<b>LEUR SOCIÉTÉ</b>		Tunisie : l'armée contre les chômeurs	16	Ikea France	13
Procès AZF : 15 ans après, Total joue toujours la montre	7	Caen, Armatis	14	Webhelp - Compiègne	14
		Avadel - Vénissieux	14	Tati : loi Macron, loi des patrons	16

## Lutte ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte ouvrière* (rubrique « dans les kiosques ») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte ouvrière*.

# Gouvernement Macron : changement de pâture réjouit les veaux

En nommant à Matignon Édouard Philippe, député maire LR du Havre, ex-porte-parole de Juppé lors de la primaire de la droite, Macron a poursuivi son opération politique. Après avoir fait exploser le PS, bien miné il est vrai par cinq ans d'exercice du pouvoir, le nouveau président tente la même opération à droite.

Le Premier ministre à peine arrivé à Matignon, 25 responsables de droite signaient une pétition lui souhaitant bonne chance et offrant leurs services. Ils espéraient ne pas être oubliés dans la distribution des maroquins ministériels.

Mais il y a tous les autres, les centaines de

députés, sénateurs, maires et autres élus, les milliers voire les dizaines de milliers de ceux qui émargent à l'appareil politique de la droite. Bernard Accoyer, un des responsables de LR, a voulu les rassurer en affirmant que « la droite tient ». Baroin, leur chef de file pour les législatives, a minimisé, parlant



d'aventure personnelle à propos de Philippe. Et de dire que cela ne changera rien pour les élections législatives. Et en effet, au moins jusqu'au deuxième

tour de ces élections, le 18 juin, la droite doit faire figure d'opposition, donner à son électorat une raison de voter pour elle, tenter de ne pas disparaître, de garder un nombre suffisant de députés pour pouvoir exister. Mais c'est bien difficile.

LR n'avait jusqu'à qu'un seul argument : Macron est le successeur de Hollande. La droite en voyait la preuve dans le nombre de caciques PS que le président s'apprêtait à recycler. En nommant un politicien de droite à Matignon, le nouveau président lui a enlevé son principal argument de campagne, car LR n'a en fait rien à lui reprocher.

Sur le fond en effet, Macron va mener la politique propatronale proposée par Fillon ou Juppé. Le Medef ne s'y trompe pas, qui tresse des couronnes au nouveau président. La droite ne peut

pas s'opposer, même au nom de sa survie politique, aux mesures voulues par la grande bourgeoisie.

Sur la forme, sur ce replâtrage orchestré par Macron, les ténors de LR font également preuve d'une grande retenue. Responsables devant le grand patronat, ils laissent se dérouler la tentative de stabilisation politique par l'obtention d'une majorité parlementaire viable autour du président. On observe chez eux la même palette d'attitudes que chez les ténors du PS non encore ralliés à Macron : la mollesse de l'opposition d'aujourd'hui prépare le ralliement de demain.

L'opération Macron, consistant à reconfigurer une force politique capable de faire accepter les sacrifices aux travailleurs, après que le PS et LR se sont usés à la tâche, est loin d'être gagnée. Il n'est pas si simple de concasser des appareils politiques anciens et nombreux et de recycler leurs membres. Il n'est pas facile non plus d'en construire un nouveau qui ait quelque stabilité.

Quant à croire qu'on peut endormir toujours les travailleurs, d'autres et de plus malins que Macron s'y sont cassé les dents !

Paul Galois

## À la recherche du sauveur

Au moment de son intronisation, pas une voix n'a manqué à Macron, parmi les commentateurs ou analystes politiques, pour le présenter comme l'homme providentiel que la France attendait.

Macron ouvrait une ère nouvelle, on allait assister à une renaissance de la démocratie, avec un président qui rompait avec la logique des partis pour s'appuyer sur la société civile, le seul homme capable de relever le pays, etc. On a eu droit à un déluge de sucreries jusqu'à l'écœurement. Quant aux cérémonies de passation de pouvoir sous les ors de l'Élysée et de Matignon, qui tenaient plus de l'Ancien Régime que du pacte républicain, elles étaient là pour légitimer un pouvoir qui n'a rien de démocratique, même si le président est issu d'une élection.

Après cinq ans de gouvernement Hollande, qui avait ouvertement piétiné ses promesses, il fallait trouver quelqu'un qui puisse donner le change et faire illusion. Mais, derrière les grandes phrases et les discours creux, il y a la réalité. Macron n'entend pas mener une autre

politique, ni même changer des institutions qui permettent au président de la République de la mener en s'en faisant l'arbitre suprême. Il a déjà annoncé la couleur en affirmant qu'il comptait faire passer par ordonnances toutes les attaques à venir contre le Code du travail, pour ne pas risquer d'être gêné par le vote des parlementaires censés représenter le peuple. Et ce n'est qu'un exemple.

Comme ses prédécesseurs, Macron se satisfait du régime présidentiel mis en place par de Gaulle en 1958, lors de l'instauration de la V<sup>e</sup> République. C'était un régime bonapartiste, avec à la tête de l'État un homme qui se présentait comme providentiel et concentrait entre ses mains suffisamment de pouvoirs pour se placer au-dessus de la mêlée, afin de résoudre les conflits d'intérêts entre groupes hostiles. De Gaulle a pu s'imposer pour jouer

ce rôle pendant quelques années parce que la situation le lui permettait. Le pays s'empêtrait dans la guerre d'Algérie, aucun des gouvernements qui se succédaient à toute vitesse n'était capable de mettre fin à cette guerre, face à un état-major prêt à se rebeller pour conserver l'Algérie française.

Après avoir permis à la bourgeoisie française de se sortir de ce mauvais pas, de Gaulle lui a aussi légué le système politique de la V<sup>e</sup> République, assorti de l'élection du président au suffrage universel. Le président une fois élu, la bourgeoisie est ainsi assurée de disposer à l'Élysée d'un homme capable d'imposer sa politique quoi qu'il arrive. Le tout est de faire ce qu'il faut, trompettes des médias et cérémonials à l'appui, pour tenter de lui donner du lustre et de la crédibilité, expliquer qu'on a là l'homme plein d'idées pour « sauver la France ». Et bien sûr, aucun journaliste ne manque à l'appel quand il s'agit de présenter cette élection comme le summum de la démocratie.

Marianne Lamiral



## Fête de Lutte ouvrière

### Perpignan

Dimanche 21 mai de 11 heures à 18 heures Terrain de la Chapelle-Saint-Pierre à Clairà



## Merci patrons

Il était difficile d'échapper à Macron, le week-end du 14 mai. Sur les télévisions, les radios, dans les journaux, il n'y en avait que pour le nouveau président et son intronisation. On pouvait tout apprendre sur sa jeunesse, sa famille, sa ville natale, ses amis, sa carrière, ses Champs-Élysées remontés en véhicule

militaire, mais descendus en Citroën DS7, son Soldat inconnu dont il a ranimé la flamme, etc. Sa vie, son œuvre, les téléspectateurs en ont eu jusqu'à la nausée.

Ce n'est pas innocent de la part des propriétaires de chaînes et de journaux : si Bolloré et ses compères lui ont servi la soupe, c'est

qu'ils comptent tirer le meilleur profit de la politique antiouvrière qu'il a annoncée dans sa campagne : suppressions de postes dans la fonction publique, baisses d'impôts pour les bourgeois, licenciements facilités. C'est le programme du Medef mis en musique par Macron.

Vincent Gelas

# Mélenchon : l'ambition d'un politicien

**Jean-Luc Mélenchon appelle à voter aux législatives pour constituer une majorité parlementaire « insoumise ». Il explique qu'il est prêt à gouverner en devenant le Premier ministre d'un gouvernement de cohabitation, présentant cela comme la façon de contrecarrer les projets de Macron.**

Les travailleurs prêts à tomber dans ce nouveau panneau ne sont pas à la fin de leurs désillusions. Ce serait encore une fois remettre leur sort dans les mains de politiciens bourgeois.

Mélenchon veut profiter de la déconfiture du Parti socialiste et du recul du Parti communiste, qui s'est totalement effacé derrière sa candidature, pour orchestrer une opération politique. Il veut remplacer le Parti socialiste, comme il l'a dit, ce qui veut dire construire un nouvel appareil ayant la crédibilité

suffisante pour être à son tour capable de gouverner.

Cette politique est une impasse totale pour les travailleurs. Depuis des décennies, le PS et le PCF leur font croire qu'en « votant bien » ils peuvent espérer avoir un gouvernement défendant leurs intérêts. Le résultat a été quarante ans de trahisons et de reculs pour la classe ouvrière.

Quant à dire que des députés ont le pouvoir d'empêcher les coups du patronat, c'est un conte pour enfants. L'ex-Premier ministre Valls, qui ne parvenait pas à rassembler

une majorité, a fait voter la loi El Khomri en contournant le problème à l'aide de l'article 49.3, réduisant la fronde de quelques élus socialistes à ce qu'elle était : une tempête dans un verre d'eau.

Les cris, les invectives, les oppositions dans l'hémicycle ne pèsent pas sur la politique du gouvernement. Le Parlement n'est qu'un paravent démocratique, car les vrais maîtres demeurent ceux qui détiennent l'argent, c'est-à-dire les représentants du grand capital. Les capitalistes, qui détiennent les médias et ont mille relais dans la société pour défendre leurs intérêts, ont fait élire Macron. Peut-on croire que les grandes puissances de l'argent ne pèseraient plus sur la politique du gouvernement parce que Mélenchon serait Premier

ministre ? L'État demeure, au-delà des changements de personnel politique, au service des banques et des grandes entreprises. Leurs grands patrons ont des liens personnels et professionnels avec les milliers de hauts fonctionnaires qui composent l'appareil d'État de manière pérenne, indépendamment des

changements électoraux.

Le sort des travailleurs ne dépend ni de l'étiquette des élus parlementaires, ni de la couleur d'un gouvernement bien installé dans le système. Il dépend de leur conscience et de leur capacité à se préparer à combattre le grand patronat.

Léna Pigalli



## Jospin : un modèle édifiant

**Lors du meeting du samedi 13 mai pour les élections législatives, Mélenchon a donné comme référence de cohabitation fructueuse le cas du gouvernement de gauche plurielle PS, PC et Verts de Lionel Jospin entre 1997 et 2002, sous la présidence de Jacques Chirac, celui-là même où Mélenchon était d'ailleurs ministre délégué à la Formation professionnelle.**

Pourtant, le gouvernement Jospin est connu pour avoir plus privatisé en cinq ans que la droite les dix années précédentes. Quant à la loi sur les 35 heures qu'il a lancée, elle s'est accompagnée d'énormes subventions aux entreprises.

Les temps d'habillage,

les temps de pause et les temps de formation ont été exclus du décompte des heures de travail hebdomadaire, si bien que des travailleurs de bien des entreprises privées et publiques ont appris qu'ils étaient en fait... déjà à 35 heures ou à 37,5 h. L'annualisation du

temps de travail prévue par la loi a permis aux patrons de faire travailler des salariés 39, voire 42 heures par semaine, pourvu que leur horaire soit en moyenne de 35 heures sur l'année. Cela a baissé considérablement



le nombre d'heures supplémentaires et permis aux employeurs de réaliser des économies en salaire versé. Quant aux emplois que les 35 heures étaient censées créer, ils n'ont pas été pérennes. Le chômage n'a

donc pas cessé d'augmenter.

En 2002, le bilan de cette politique s'est traduit par un désaveu du Parti socialiste. Il a perdu 2,5 millions d'électeurs, passant de plus de 7 millions de voix à moins de 5, et le Parti communiste en a perdu plus de 1,5 million, passant de 2,6 millions à 960 000 voix. C'est d'ailleurs la chute du PS qui a permis à Jean-Marie Le Pen d'arriver au second tour.

Les modèles de la France insoumise nous renseignent bien sur l'impasse de sa politique pour les exploités.

L.P.

## PCF : le prix de la soumission

**« Merci Monseigneur », telle a été la réponse, se voulant ironique, faite par le secrétaire national du Parti communiste, Pierre Laurent, à Jean-Luc Mélenchon. Le dirigeant de la France insoumise venait de refuser tout accord avec le PC aux élections législatives, ne consentant à apporter son soutien qu'à dix candidats du PCF.**

Après qu'ils ont contribué à le mettre en selle, l'ancien sénateur et ex-ministre socialiste Mélenchon referme aujourd'hui la porte sur les doigts des dirigeants du PC, sans égards, ni gratitude.

Les dirigeants du PC ont eu beau protester qu'il y avait « une place du Parti communiste qui est un peu plus importante sur le terrain ». Ils ont annoncé le retrait de leur candidat face à Mélenchon à Marseille pour faire un « geste fort de rassemblement », suivant les

termes de Pierre Laurent. Et celui-ci peut clamer sur tous les tons que « les candidats soutenus par le PCF-Front de gauche continueront de faire campagne la main tendue ». Rien n'y fait.

Mélenchon n'a à aucun moment accepté de négocier une alliance pour les élections législatives avec le PC : comme pour le scrutin présidentiel, il a exigé un ralliement en bonne et due forme. Pour obtenir le soutien de la France insoumise, tout candidat doit signer une charte imposant un cadre

commun, aussi bien pour le programme que pour les logos utilisés, une association de financement unique et l'engagement à respecter une discipline de vote en cas d'élection à l'Assemblée nationale.

Signer cette charte ne suffit pas, le ralliement doit être total et inconditionnel. Ainsi, l'adjoint PC à l'urbanisme de Saint-Denis, Stéphane Peu, qui a été jusqu'à signer la charte du mouvement de Mélenchon, a dû subir une condition supplémentaire : « S'il est retenu, il faudra qu'il me soutienne sur la 1<sup>re</sup> circonscription, et non le candidat PC », a déclaré Éric Coquerel, l'un des responsables du Parti de gauche.

Bon prince, Mélenchon accepte de faire quelques exceptions vis-à-vis de

personnalités qui ont été particulièrement engagées à ses côtés. Ainsi Clémentine Autain et la communiste Marie-George Buffet sont assurées de ne pas avoir de concurrent de la France insoumise dans leur circonscription. Dans le même esprit, les députés communistes ayant parrainé le candidat de la France insoumise ont eu droit à la même faveur. Générosité limitée car, comme certains ne se représentent pas, cela n'ajoutera que deux députés de plus à cette liste des exceptions.

Partout ailleurs, des candidats PCF et France insoumise s'affronteront, y compris chez les sortants communistes. En faisant le choix de s'aligner derrière Mélenchon à la présidentielle, le PC s'est mis en

situation de devoir subir les ultimatums de ce politicien, en ayant de moins en moins les moyens de s'y soustraire.

De ce point de vue, la politique vis-à-vis de Mélenchon n'a été que la réédition de celle qui a conduit à mettre les militants communistes à la remorque de Mitterrand dans les années 1970, alors que celui-ci avait ouvertement affiché son intention d'affaiblir le Parti communiste.

Dans quelques circonscriptions, des accords locaux seront peut-être trouvés, au grand soulagement de certains notables du PC. Mais ce n'est pas cela qui permettra aux militants du PCF de sortir de l'impasse où les a menés la politique de leur parti.

Marc Rémy

# Lutte ouvrière dans les législatives : faire entendre le camp des travailleurs

**La grande bourgeoisie poursuit sa guerre contre les travailleurs, à coups de suppressions d'emplois, de bas salaires et d'aggravation de la précarité. Et, derrière le costume « d'homme neuf » de Macron, les mêmes politiciens de droite et de gauche vont gouverner ensemble pour imposer cette politique.**

La seule opposition qui pourra arrêter les attaques que le gouvernement annonce sera celle que les travailleurs feront naître par leurs luttes, par leur mobilisation sur le terrain, à condition qu'elles n'aboutissent pas dans des impasses.

En vue des élections législatives, le Front national se présente comme la principale force d'opposition, alors qu'il détourne justement les travailleurs de la défense de leurs intérêts, en les divisant, en prenant pour cible les immigrés et en présentant les frontières et le protectionnisme comme la solution au chômage.

Contre ce genre de démagogie, que l'extrême droite n'est pas la seule à propager, les candidats de Lutte ouvrière feront entendre les intérêts politiques et matériels des travailleurs.

Ouvriers, employés ou techniciens, enseignants, travailleurs de la santé ou du ménage, cheminots ou conducteurs de bus, mécaniciens, retraités ou

demandeurs d'emploi : les 553 candidats de Lutte ouvrière et leurs suppléants font partie du monde du travail. La moitié de ces candidats sont des femmes. Ils seront présents dans toutes les circonscriptions de métropole, y compris la Corse. Dans les huit circonscriptions de Martinique et de Guadeloupe, ces candidats sont ceux de l'organisation

antillaise Combat ouvrier. Lutte ouvrière sera également présente dans six des sept circonscriptions de La Réunion.

Les candidats de Lutte ouvrière incarneront dans ces élections le courant politique représenté par Nathalie Arthaud à l'élection présidentielle. Ils exprimeront

la fierté d'appartenir au camp des travailleurs, la conscience d'avoir à défendre des intérêts opposés à ceux du grand patronat et la nécessité de reconstruire un parti ouvrier communiste portant la perspective de renverser la dictature du capital sur la société.

Nadia Cantale

## Le site de campagne

Pour retrouver les candidats de chaque circonscription, leur profession de foi, les réunions publiques prévues, rendez-vous sur <https://www.lutte-ouvriere.org/legislatives>



Le meeting parisien de la campagne présidentielle, le 26 mars 2017.

## NPA : une non-proposition

**À la demande du NPA, une rencontre avec Lutte ouvrière a eu lieu vendredi 5 mai. Nous avons confronté nos analyses et constaté, comme souvent, des divergences sur nos perspectives et nos tâches.**

Là où le NPA parle d'organiser des résistances, de reconstruire les syndicats ou de participer à la discussion sur la reconstruction de la gauche (*L'Anticapitaliste* n° 381, 27 avril), nous continuons à vouloir mettre toutes nos forces dans la construction, au sein de la classe ouvrière, d'un parti qui, pour défendre les intérêts des travailleurs et la perspective de renverser le capitalisme, ne peut qu'être communiste et révolutionnaire.

Mais ce sont les élections législatives qui motivaient cette demande de rencontre. C'est donc le 5 mai, alors que le dépôt des candidatures commençait le 15 mai, que le NPA a proposé que nous nous répartissions quelques circonscriptions, sans avancer aucune modalité pratique,

ni indiquer dans lesquelles il tenait à se présenter. Il nous a seulement expliqué que 51 % des membres de sa direction (soit une très courte majorité) avaient décidé d'appeler à voter LO dans les circonscriptions où ils ne seraient pas présents.

Participer ensemble à une élection, que ce soit sous la forme d'une campagne commune ou d'un partage des circonscriptions, n'est pas une question qui se règle en une semaine. Le problème n'est pas seulement le nombre et la localisation des circonscriptions et les modalités pratiques de campagne, quoique les difficultés et les délais nécessaires pour se présenter aux élections imposent un minimum d'anticipation et de sérieux pour imprimer le matériel

électoral et l'acheminer en temps voulu.

Mais la question la plus importante reste de savoir pour quelle politique. Le NPA aurait voulu que Lutte ouvrière se retire d'un certain nombre de circonscriptions, sans savoir au préalable au profit de quel candidat et donc de quelle plate-forme. Or, dans bien des endroits, les militants du NPA soutiennent déjà publiquement des candidats de la France insoumise de Jean-Luc Mélenchon, unitaires de gauche ou écologistes. Certains militants du NPA seront candidats ou suppléants dans ce cadre.

Il est déjà arrivé à Lutte ouvrière de faire des campagnes communes avec la LCR, ancêtre du NPA : en 1979, 1984 et 1999 pour les élections européennes ; en 2004, pour les élections européennes et régionales. À chaque fois, cela avait nécessité des discussions commencées plusieurs mois avant le dépôt des listes. Pour mener une campagne en commun, il faut

s'en donner les moyens.

La prétendue proposition du NPA n'en est donc pas une. Elle relève plus de l'effet d'annonce. Il s'agissait d'afficher une volonté unitaire, tout en sachant que, à quelques jours du dépôt des candidatures, la démarche ne pouvait aboutir.

Lutte ouvrière présentera donc des candidats dans 553 circonscriptions, comme elle s'y prépare depuis des mois, dans la perspective de poursuivre ainsi la campagne de Nathalie Arthaud. Là où il y aura des candidats des deux organisations, ils défendront leurs idées respectives sans s'opposer, comme Nathalie Arthaud et Philippe Poutou ont pu le faire pendant la présidentielle.

Quant aux discussions entre nos deux organisations, elles se poursuivront au-delà de ces péripéties, entre autres à notre Fête de Presles où, comme chaque année, nous invitons le NPA à débattre avec nous.

Marion Ajar

## Réunions des candidats de Lutte ouvrière

### Grenoble

Vendredi 19 mai, 19 h  
Salle Lucie-Aubrac,  
35 rue Léo-Lagrange

### Besançon

Vendredi 19 mai, 18 h  
Salle des Époisses,  
Planoise

### Saint-Avold

Vendredi 19 mai, 18 h  
Salle du Faubourg,  
résidence du Faubourg.

### Denain

Vendredi 19 mai, 18 h  
Salle Louis-Petit, 13, rue  
Jean-Jacques-Rousseau

### Saint-Malo

Vendredi 19 mai, 18h30  
Rue Ernest-Renan,  
Rocabey.

### Redon

Samedi 20 mai, 15 h  
Salle Belle-Île,  
rue Guy-Pabois.

### Troyes

Samedi 20 mai, 16 h  
Hôtel du Petit-Louvre,  
1, rue Linard-Gonthier.

### Annonay

Samedi 20 mai, 17 h  
Salle Jean-Jaurès,  
Boulevard de l'Europe.

### La Mure

Lundi 22 mai, 20 h  
Maison des Associations  
et du Bénévolat,  
56, boulevard  
Docteur-Ricard.

### Limoges

Mercredi 24 mai, 19 h  
Salle du Temps libre,  
derrière la mairie.

### Montreuil

Mercredi 24 mai,  
19 h 30  
Salle Résistance,  
50, avenue  
de la Résistance.

# Le vote FN : nuisible à la classe ouvrière

Beaucoup sont soulagés par la défaite de Le Pen au second tour de l'élection présidentielle. Il reste que le FN vient de battre ses records électoraux, avec 7,6 millions de voix au premier tour (contre 6,4 millions en 2012) et 10,6 millions de voix au second. En deux semaines, Le Pen a gagné près de 3 millions de nouveaux électeurs.

Ce vote a pris une tournure massive dans certains quartiers ouvriers des petites villes, où les militants se demandent comment on a pu en arriver là. Le vote Le Pen a été, dans une partie du monde ouvrier, le déversoir facile du rejet des politiciens menteurs et voleurs, des financiers sans scrupules, de la peur du chômage. Aidée par le fait de n'avoir jamais exercé de responsabilités politiques, Le Pen a de plus tablé sur des préjugés tenaces : contre l'Europe, contre les étrangers, pour les frontières. Ces préjugés, le FN ne les a pas inventés, mais ils se répandent d'autant plus facilement qu'ils ont été et sont encore cultivés par des partis et des syndicats qui se prétendent défenseurs des travailleurs.

Démagogue sans vergogne, la candidate du FN s'est dite contre les

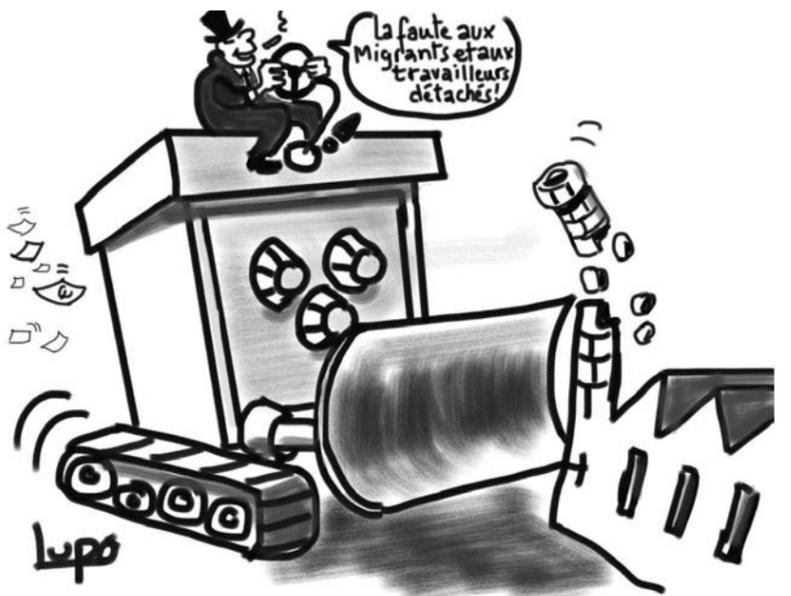
licenciements et les fermetures d'usine, pour le retour à la retraite à 60 ans, pour la hausse du pouvoir d'achat, là où Macron et Fillon promettaient du sang et des larmes aux travailleurs. Mais ceux d'entre eux qui ont voté Le Pen en croyant exprimer une protestation contre un système qui les broie ont fait pis que viser à côté.

Tout d'abord, ils ont ainsi contribué à renforcer un parti d'extrême droite, cette tradition qui va du fascisme des années 1930 à l'Algérie française de l'OAS, en passant par Vichy et Pétain. Les tenants de cette tradition, bon nombre de cadres du FN, ceux qui accéderaient aux responsabilités en cas de victoire électorale, sont des ennemis féroces des travailleurs, de leurs organisations, de leurs revendications.

Même en tant que vote

de protestation, resté tel du fait de la défaite électorale de Le Pen, le vote FN est un mauvais coup contre la classe ouvrière. Il encourage la division des travailleurs entre Français et immigrés et affaiblit leurs capacités combattives. Pire encore, en détournant la colère de certains travailleurs contre d'autres, migrants, détachés, sans-papiers, il protège les vrais responsables, les capitalistes. C'est déjà dangereux quand cela ne concerne que les conversations et les urnes. Cela deviendrait catastrophique si les idées que cela véhiculent servaient à dévoyer les luttes des travailleurs, si des grèves ouvrières étaient lancées contre des travailleurs immigrés ou détachés, par exemple.

Le fait qu'une partie des travailleurs aient cru pouvoir protester en votant Le Pen exprime aussi et surtout une perte de repères et de conscience de classe, un abandon de l'idée de lutte de classe telle qu'elle fut transmise de génération



en génération, même mal, même travestie par les réformistes et les stalinien. Loin de défendre la classe ouvrière, le FN entend enchaîner les ouvriers français aux patrons français et les dresser contre le reste du monde. En commençant par dresser les travailleurs français contre leurs frères de classe immigrés, qui travaillent à leurs côtés, le FN contribue à faire oublier qu'il existe une classe ouvrière ayant des intérêts spécifiques à défendre.

L'existence de la classe ouvrière, le fait qu'elle

est formée de travailleurs de toutes origines, qu'elle est une classe internationale, est démontré par la vie même. On ne pourra réellement combattre l'influence du FN en son sein qu'en s'appuyant sur cette réalité, c'est-à-dire en avançant une politique de lutte de classe intransigeante contre le patronat, son gouvernement, ses institutions, une politique internationaliste, communiste et révolutionnaire.

Paul Galois

## L'internationalisme : principe du mouvement ouvrier

C'est peu dire que la campagne de la présidentielle et celle déjà entamée des législatives ont été et vont être totalement polluées par le déchaînement du nationalisme patriotard de tous côtés et sous toutes ses formes.

Macron, la droite, l'extrême droite, la gauche, la gauche de la gauche, de Le Pen jusqu'au PCF, c'est à qui sera le meilleur défenseur de la France avec un grand F. Que les défenseurs ouverts des intérêts de la bourgeoisie française se fassent les chantres de la défense de la patrie, c'est-à-dire de ses capitalistes, c'est dans l'ordre des choses. Mais entendre par exemple des syndicalistes CGT, par ailleurs revendicatifs, dire en parlant de la situation actuelle « J'ai mal à ma France », montre tout le fossé qui s'est creusé avec les valeurs fondatrices du mouvement ouvrier.

Le premier mot d'ordre, le premier cri de ralliement du mouvement ouvrier à sa naissance en tant que force organisée en 1864, a été : « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* »

Les travailleurs qui entendaient faire face à l'exploitation de la classe capitaliste tenaient à affirmer d'emblée à la face du monde leur unité en tant que classe et la communauté profonde de leur combat au-delà des différentes nations.

Pourtant, à l'époque, dans bien des pays, les nations bourgeoises en étaient encore à se constituer. Mais c'est sur cette base que se sont constitués les syndicats et les partis du mouvement ouvrier, regroupant des millions de travailleurs, conscients que leur combat pour mettre sur pied un ordre nouveau, débarrassé de l'exploitation capitaliste, était un combat commun à tous les travailleurs du monde.

Quand les fondateurs de la CGT, en France, reprenaient les propos de Fernand Pelloutier qui fixait

comme but aux travailleurs « *d'apprendre la science de leurs malheurs* », cela passait par cette conscience de l'unité de combat des travailleurs du monde pour leur émancipation. C'est sur ces bases que le mouvement ouvrier est devenu une force à l'échelle internationale. Et, a contrario, chaque fois que les travailleurs ont vu leurs organisations, syndicats et partis se soumettre à leur bourgeoisie, ce fut toujours en prônant le nationalisme, le patriotisme, pour se justifier. Ce fut le cas en 1914 du Parti socialiste, dans les années 1930 le cas du PCF.



«Travailleurs de tous les pays, unissez-vous».

Aujourd'hui, il est vital que les travailleurs se réapproprient l'internationalisme prolétarien. C'est une boussole et une référence indispensable pour identifier ses amis et ses ennemis. C'est une nécessité tout aussi indispensable pour affronter les combats qui viendront, afin de savoir que, si les travailleurs doivent s'unir au niveau du pays quelle que soit leur

origine, ils ont des alliés en nombre encore plus considérable de l'autre côté des frontières, des bataillons ouvriers sans lesquels ils ne pourront jamais triompher des capitalistes. Tous les militants soucieux de l'intérêt de leur classe devraient faire de la défense de cette idée leur combat, dans cette campagne et après.

Paul Sorel

## Medef : même au collège !

Les enseignants des classes de troisième des académies de Créteil, Paris et Versailles ont reçu de la part de leur hiérarchie une invitation à venir à la septième Fête de l'alternance organisée par le Medef, le 18 mai. Il était même conseillé dans ce courrier officiel d'organiser des

déplacements collectifs pour assister à cette « manifestation utile ».

Que le ministère veuille apprendre aux élèves la soumission aux volontés du patronat, on le savait déjà. Pourquoi s'arrêter là? Demain, il devra peut-être organiser des visites collectives de Pôle emploi,

afin de préparer les élèves à l'avenir que leur prépare le patronat.

Pour se préparer à affronter cet avenir, ceux des jeunes qui ont participé aux manifestations contre la loi travail ont sûrement pris une longueur d'avance.

M.A

# Procès AZF : 15 ans après, Total joue toujours la montre

**Le procès en appel d'AZF en est à sa 17<sup>e</sup> semaine, suite à la cassation obtenue par Total du précédent jugement, qui avait condamné le directeur de l'usine et la filiale.**

Les audiences ont lieu à Paris et elles sont retransmises en direct dans une salle à Toulouse. Tous les jours y assistent plusieurs centaines de personnes (jusqu'à 800 parfois), pour l'essentiel des victimes de l'explosion et parties civiles dans le procès en cours.

L'explosion de l'usine AZF avait détruit une partie des quartiers populaires de Toulouse, faisant 33 morts, des milliers de blessés et des dizaines de milliers de sinistrés. C'était il y a près de seize ans.

Les avocats de Total essaient, comme lors des procès précédents, de déstabiliser les témoins à charge et de discréditer les résultats des expertises scientifiques. Ils ont évoqué également les pistes intentionnelles, voire

terroristes, les plus farfelues. Pourtant, bien des témoignages ont prouvé que c'est la recherche du profit maximum au mépris des règles de sécurité, les réductions d'effectifs, l'usage incontrôlé de la sous-traitance, la non-maîtrise des déchets qui ont créé les circonstances menant à l'explosion de l'usine.

La 15<sup>e</sup> semaine de ce procès fleuve était consacrée à l'audition des parties civiles qui le souhaitaient. Plusieurs membres de l'Association des sinistrés du 21 septembre 2001 se sont donc exprimés. L'une de ses adhérentes a évoqué la lutte des sinistrés contre Total et le rôle de son président Jean-François Grelier, décédé en novembre dernier. Elle a été très applaudie par les centaines de

sinistrés présents lors de la retransmission à Toulouse :

*« Nous les sinistrés, il a toujours fallu que nous nous battions. Rien ne nous a été donné. Il a fallu gagner le droit de ne pas être des invisibles. »*

*Nous nous sommes rassemblés d'abord au sein du collectif des Sans-Fenêtres et ensuite au sein de l'Association des sinistrés du 21 septembre créée en 2001. Cette association a constitué et déposé plus de 18000 dossiers corporels entre 2001 et 2004 et a traité 1940 nouvelles demandes en 2005 (...)*

*L'État, en refusant de prendre en charge directement les travaux, a traité la catastrophe comme un simple dégât des eaux et chacun a dû se débrouiller pour trouver des aides et des solutions. Des familles ont passé un hiver, voire deux, protégées seulement par des bâches. D'autres ont créé le collectif des Mobile-Homes... Devant chaque problème, chaque difficulté, il a fallu*



FABRICE VALERY/FRANCE 3

*manifestar, protester, se mobiliser : contre les services de l'État qui n'étaient pas à la hauteur, contre les services de Total qui marchandait les indemnités au minimum, sur l'évaluation des handicaps, sur la réalité et l'étendue des préjudices... L'irresponsabilité des uns et le mépris des autres ont été révoltants.»*

Pour conclure : *« Et que penser de la direction d'un grand groupe international comme Total, qui affirme sans rire, après plus de quinze ans d'investigations,*

*de recherches, qu'il ne sait toujours pas pourquoi une de ses usines a explosé en dévastant une ville entière ? Ils ne savent pas ? Eh bien cela signifie que ces gens-là sont dangereux, et qu'il faut au minimum leur enlever l'accréditation de diriger des entreprises de catégorie Seveso 2. »*

Mais, comme le disait Jean-François Grelier, l'expropriation reste encore le meilleur remède à cette maladie qui s'appelle « le profit avant tout ».

**Correspondant LO**

# Empire Bolloré : Vivendi, Havas, et surtout l'Afrique

**Vivendi, maison mère entre autres de Canal+, Universal, iTélé, Dailymotion, a lancé une opération de prise de contrôle de l'agence de publicité Havas, dont elle est cliente.**

La particularité de cette fusion est que les deux sociétés, Vivendi et Havas, ont déjà depuis quelque temps le même actionnaire principal, Vincent Bolloré, dont la société financière devrait toucher dans cette opération 2,4 milliards d'euros en cash, financés par la trésorerie de Vivendi.

Si les intérêts privés qui se trouvent lésés par cette opération ne parviennent pas à la faire capoter, la société fusionnée sera apportée sur un plateau au fils aîné Yannick Bolloré, déjà PDG de Havas et membre du conseil d'administration de Vivendi. En comparaison, Fillon, dans ses largesses, est du menu fretin !

Les trois autres enfants Bolloré ne sont pas non plus des laissés-pour-compte, et en particulier le benjamin, Cyrille, 31 ans. Il a commencé sa carrière dans les sociétés que Bolloré possède en Afrique, conseillé par Michel Roussin, ancien des services secrets qui fut ministre de la Coopération sous Chirac et reste aujourd'hui une incarnation

de la Françafrique. Cyrille Bolloré préside depuis l'année dernière Bolloré Transport & Logistics, société pour laquelle travaillent 36 000 salariés dans le monde entier, en premier lieu en Afrique. Non seulement Bolloré y possède l'infrastructure de quinze ports, mais il a mis la main sur la logistique, c'est-à-dire l'acheminement des

importations vers l'intérieur, et l'exportation des minerais et des matières premières telles que le bois, le cacao, l'huile de palme, le caoutchouc. Une autre société contrôlée par Bolloré, Socfin, accapare des terres pour en faire notamment des plantations de palmiers à huile et d'hévéas.

Mais le pillage de l'Afrique, socle sur lequel repose la fortune des Bolloré, est moins médiatisé que leurs participations dans les médias et la publicité.

**Jean Sanday**

**BOLLORÉ : amoureux de la Liberté d'expression ?**



# Spéculation : la course vers l'abîme

À la fin 2015, la finance parallèle, ou finance de l'ombre, pesait 92 000 milliards de dollars. C'est l'équivalent d'une fois et demi le PIB généré annuellement par l'activité économique de toute l'humanité !

C'est le Conseil de stabilité financière, un organisme rattaché au G20 - groupe des vingt plus importants pays de la planète - et créé pour surveiller les bulles spéculatives suite à la crise de 2007-2008, qui le constate dans son 6<sup>e</sup> rapport. Ce que ce conseil appelle finance parallèle est l'activité financière réalisée au-delà des banques, par des fonds d'investissement par exemple.

L'activité spéculatrice des banques ayant été le facteur déclenchant de la crise il y a dix ans, les États ont édicté des règlements pour, si ce n'est la limiter, du moins l'encadrer. Le résultat a été tout au plus de la déplacer. Dans une période où la croissance économique est poussive et la

production industrielle en berne, l'avidité de la bourgeoisie pour les profits immédiats donne un coup de fouet à la spéculation par le biais des banques comme par d'autres canaux, tels ceux de cette finance de l'ombre.

L'année 2015 était la septième année de suite de croissance de la finance parallèle, à un rythme de 5 à 10 % par an, alors que stagne l'économie productive. Qu'il soit bancaire ou parallèle, l'afflux de moyens financiers dans le secteur inutile de la spéculation ne peut mener qu'à de nouveaux déséquilibres et de nouvelles catastrophes financières.

Au quotidien, ces milliers de milliards qui circulent au bénéfice d'une poignée d'ultrariches sont indécents au regard des besoins des populations qui vivent dans la misère, ou des infrastructures qui se dégradent faute d'investissements, même dans les pays développés.

**Lucien Déroit**

# Banquiers : qui veut gagner des millions ?

L'année 2016 a été faste pour les banquiers français : 102 d'entre eux ont gagné plus d'un million d'euros dans l'année. C'est un quart de plus que l'année précédente.

Ces cadres dirigeants des banques, qui agissent en commis de la grande bourgeoisie, manipulent

les milliards pour son compte. En contrepartie, ils peuvent s'enrichir à leur tour de quelques millions. Comme l'avait fait de 2008 à 2012 un certain Macron, dont l'élection est une promesse pour ce monde de parasites petits et grands.

**L. D.**



# Fête de Lutte Ouvrière

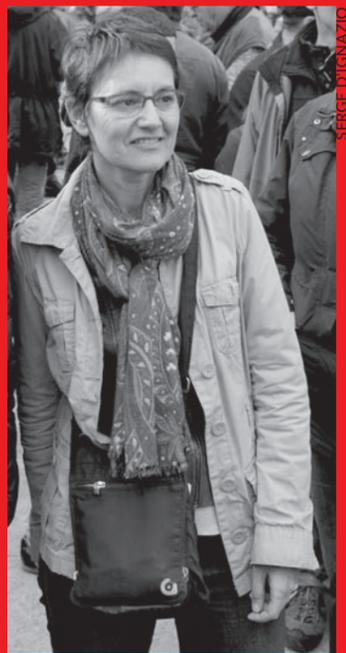
Samedi 3, dimanche 4, lundi 5 juin

Dans deux semaines, les 3, 4 et 5 juin, le magnifique parc de Presles accueillera la Fête de Lutte ouvrière. Cette année, elle se situera au cœur de la campagne des élections législatives, au lendemain de la présidentielle, et alors que Macron s'apprête à lancer des attaques brutales contre le monde du travail. Au milieu des rencontres et débats politiques, les deux grands meetings de Nathalie Arthaud seront l'occasion d'illustrer les perspectives de Lutte ouvrière, mais aussi de rappeler ce que sont les valeurs du mouvement ouvrier

révolutionnaire, l'internationalisme, le drapeau rouge et le communisme.

La fête est aussi un moment extraordinaire de fraternité, et de camaraderie. Elle est l'occasion de partager mille saveurs: un plat venu d'ailleurs, une conférence scientifique, sur l'art ou un aspect de la Révolution russe dont on célèbre le centenaire. Il y en a pour tous les goûts et tous les âges, des cinémas comme des concerts, des jeux comme des expositions.

Un week-end de trois jours jamais assez long pour tout faire.



**Dimanche et lundi à 15 heures Meeting avec Nathalie Arthaud**



## Autour de la Révolution russe de 1917

En ce centenaire de la Révolution russe, l'immense majorité des commémorations sont le fait de ses adversaires. Lutte ouvrière, elle, s'en revendique.

- Exposés-débats
- Exposition
- Projection de films soviétiques sur la Révolution

russe et d'une vidéo: *Russie 1917: la classe ouvrière ébranle le monde*

## Les enfants sont rois

Une « carte orange » réservée aux enfants donne accès librement à de nombreux jeux.

- La halte-garderie pour les bébés, au-dessus de trois mois.
- La Cité des Jeunes : à partir de 3 ans: déguisement, marionnettes, bricolage, modelage, peinture...

## Au Village médiéval

Différents ateliers et échoppes, des démonstrations de combats en armure, d'escrime ancienne, une initiation aux danses du Moyen Âge, et du théâtre: *Le vilain mire*, fabliau du 13<sup>e</sup> siècle qui inspira Molière pour

son *Médecin malgré lui*; *Le jugement de Blaise de Mauvers*, une comédie sur les croisades.

Et tous les soirs un spectacle de feu et lumière: *Les voleurs de feu*.

## L'Arboretum

Promenades commentées: cinq parcours (de 50 minutes) parmi 110 espèces différentes d'arbres du monde entier.

## La Cité des Arts

L'art sous toutes ses formes de façon abordable et ludique, avec des dizaines de conférences et ateliers.



## Expo photo

« On se fait entendre »

*L'année sociale en photos*, exposition de Serge D'Ignazio

## Au Grand Podium

### SAMEDI

**La Canaille**: rap engagé, rap indigné

**Les Goguettes**: Trio à 4 qui chante l'actualité politique avec humour

**Cumbia Ya!**: Cumbia colombienne endiablée

### DIMANCHE

**Michèle Bernard**: récital tendre à l'accordéon

**Volo**: chansons françaises

**Audrey Vernon**: *Comment épouser un milliardaire?*

**Bonga**: chansons du Cap-Vert et d'Angola

### LUNDI

**Compagnie Jolie Môme**: *À contre courant*, chansons contestataires théâtralisées

**The Moonlight**

**Swampers**:

rock

## Théâtre de Verdure

### SAMEDI

**D.Rago**, chanteur ouvrier

*Le rendez-vous du 18 mars*

par les **Amies et Amis**

de la **Commune 1871**

**Jef Sicard quintet**,

« le jazz en créole,

sauce piment »

### DIMANCHE

**Ensemble Play'add**,

*Musiques à travers les mondes*

**Céline Caussimon**,

chansons réalistes

**La Mordue**, chansons

humanistes

### LUNDI

**Ça Denote**,

variétés au piano

*Opéra al dente*,

opéra déjanté

par les **Moyens du Bord**

**Blues Non Stop**,

blues

## Les cinémas

### Films

*Moi, Daniel Blake*, de Ken Loach

• *La fille de Brest*, d'Emmanuelle Bercot

• *Chocolat*, de Roschdy Zem

• *Ma vie de Courgette*, de Claude Barras

• *Reds*, de Warren Beatty

• *Le ruisseau, le pré vert et le doux visage*, de Yousry Nasrallah

• *Le premier maître*,

de Andreï Kontchalovski

• *La grève, Le cuirassé Potemkine, Octobre*, trois films de Sergueï Eisenstein

### Documentaires

*Il était une forêt*, de Luc Jacquet

• *Les balles du 14 juillet 1953*, de Daniel Kupferstein

• *20 000 moujiks sans*

*importance*, de Patrick Le Gall

• *La mécanique des flux*, de Nathalie Loubeyre

• *Swagger*, d'Olivier Babinet.

### Cinéma en plein air

Dans la nuit du dimanche

au lundi, si le temps le permet,

deux films sous les étoiles

## Les cinq librairies

La librairie du château • la Cité du roman • la librairie de la Cité des sciences • la librairie des livres d'occasion: *Sous les pavés, les pages* • la librairie de la Cité politique: toutes les publications de Lutte ouvrière

## De nombreux débats

### Chapiteau Karl Marx

**William Blanc**, médiéviste: Charles Martel et sa légende  
**Alice Canihac**, du Gisti: Liberté de circulation et d'installation des migrants

**Alain Carre**, médecin du travail CGT

**Catherine Coquery-Vidrovitch**, historienne: L'Afrique et sa place dans l'histoire

**Serge Deruette**: L'Utopie de Thomas More à aujourd'hui

**Manuel Domergue**, journaliste: «La guerre du Cameroun: l'invention de la Françafrique»

**Philippe Huet**, écrivain: 1910, 1922 et 1936 au Havre

**Jean-Jacques Marie**, historien et militant: *La guerre civile en Russie après 1917*

**PEF**, auteur illustrateur de livres jeunesse, avec son dernier livre *Papa, pourquoi t'as voté Hitler?*

**UATCI** - Union africaine des travailleurs communistes internationalistes: l'insurrection malgache de 1947 et sa répression pour le gouvernement français

**Nicolas Fornet**, sur son livre: *Russie soviétique 1917-1927: la révolution dans la*

### La cité politique

Notre fête est un grand rassemblement d'extrême gauche. Plusieurs dizaines de groupes politiques de France, d'Europe, d'Afrique ou des Antilles, y tiennent un stand.

Tous ne partagent pas forcément l'ensemble de nos convictions, mais ce rassemblement est l'occasion pour chacun de débattre et

**Débat LO-NPA**: Face à la crise politique révélée par l'élection présidentielle, que proposent LO et le NPA ?

### Nourritures terrestres

Restaurez-vous à l'un des 200 stands: des dizaines offrent des spécialités du monde entier. Il y en a pour tous les goûts et toutes les bourses: du maffé africain à la soupe aux choux, de la pizza au brick à l'œuf et aux moules-frites...

### Se rendre à la Fête

Nous recommandons à nos visiteurs de prendre le train. La Fête est facilement accessible depuis la gare du Nord et depuis toutes les gares de la ligne H entre gare du Nord et Persan-Beaumont via Montsoult. Le trajet de Paris à Presles dure 37 minutes (Ligne H, départ toutes les heures à 8 h 34, 9 h 34... 23 h 34. La gare de Presles-Courcelles est à 900 mètres de la fête. Un minibus fait le navette entre la gare et la Fête (priorité à ceux qui marchent difficilement).

Tous les pass Navigo dézonés permettent de se rendre à la fête gratuitement. Sinon, le prix de l'aller plein tarif est

de 5,80 euros.

**Paul Galois**: présentation de la réédition des *Pages choisies* de Lénine, traduites et annotées par Pierre Pascal

### Chapiteau Friedrich Engels

Débats précédés de projection

**Une association de quartier** (Espagne): la mémoire récupérée, la construction d'un quartier, à Séville pendant les années 1960-1970-1980.

**Combat ouvrier** (Antilles): Mai 1967, la répression sanglante de la grève des ouvriers du bâtiment à Pointe-à-Pitre

**Daniel Kupferstein**, cinéaste et écrivain: *Les balles du 14 juillet 1953*, le massacre policier oublié de nationalistes algériens à Paris

### Cité du Roman

**Olivier Houdart** (correcteur): l'accord du participe passé et autres bizarreries de la langue française

**Rose Alpert Jersawitz**: *Une communiste, de part et d'autre de l'Atlantique*

**Rémi Adam**: de l'armée tsariste à l'Armée rouge.

de confronter ses idées avec celles des autres groupes.

Les militants de Lutte ouvrière et ceux de l'UCI, notre courant international, présenteront de nombreux débats sur des sujets historiques ou d'actualité. Mais tous les groupes présents sont également invités à le faire.



## Au Chapiteau scientifique

**Stéphane Bortzmeyer**: La découverte d'Internet

**Kamil Fadel**, Palais de la découverte: La physique est partout

**Marc Peschanski**, biologiste, Institut des cellules-souches d'Evry: L'expérimentation animale

**Étienne Klein**, Sciences de la matière, CEA: Au pays d'Einstein

**Bernard Jegou**, chercheur Inserm: Les perturbateurs endocriniens

**Éric Pelletier**, Génoscope d'Evry: L'expédition Tara, la vie microscopique dans

les océans

**Puri Lopez-Garcia**, biologiste CNRS: Un site hydrothermal en Éthiopie et les débuts de la vie sur Terre

**Fanny Rybak**, biologiste: Mœurs et comportements chez les oiseaux

**Didier Aubœuf**, biologiste ENS Lyon: L'évolution des connaissances sur le cancer

**Catherine Vidal**, neurobiologiste à l'Institut Pasteur: Masculin, féminin: genre et préjugés sur le cerveau

**Nicolas Tournadre**, linguiste CNRS: La diversité linguistique dans le monde

**Gilles Fischer**, biologiste CNRS: L'évolution de la vie à travers les génomes

**Vincent Coudé du Foresto**, astronome à l'Observatoire de Paris: Les exoplanètes

**Samuel Alizon**, chercheur en écologie: Zika, sida, ebola, tuberculose... sont-ils façonnés par notre mode de vie?

**Bahia Guellai**, psychologie du développement: L'intelligence du bébé

**Romain Gherardi**, médecin-chercheur: Les vaccins oui, les adjuvants aluminiques non

### Carrousel de la Connaissance: un spectacle audiovisuel de 45 minutes

### la longue histoire de la mondialisation

### Les mini-conférences

45 minutes d'exposé et de discussion

Régimes sans gluten • Des ondes pour sonder, voir et soigner • La vie des étoiles • Les neurones de la lecture • Les mécanismes moléculaires du vivant • L'astronomie de la Grèce antique • Notes et gammes: affaire de culture ou d'oreille? • Féminin-masculin, quel genre de différences? • Le cœur et ses maladies • Transfuser du sang • Coïncidences et probabilités • Cerveau, évolution et systèmes intelligents • Jusqu'où ira l'intelligence artificielle? • Eaux souterraines polluées • Couper en tranches le corps humain • La surveillance sur Internet • Faut-il avoir peur des matières plastiques? • Le cancer: une histoire de gènes? • Venez défier la gravité • Comment fait-on les bébés? • Peut-on s'enrichir en jouant aux jeux de hasard? • Les chiffres, eux, ne mentent pas • Volcans: tous parents, tous différents • Que disent les cartes (en géographie)? • Le clitoris, ce cher inconnu • L'infini c'est long, surtout à la fin • Décrypter une langue inconnue • La mémoire et notre cerveau...

### La roulotte de la Science

Animations scientifiques itinérantes: La traque des rayons cosmiques • Pourquoi pleut-il (parfois) à la fête de LO?

### Renseignements pratiques et programme [fete.lutte-ouvriere.org](http://fete.lutte-ouvriere.org)

La carte d'entrée, valable pour les trois jours, est disponible, au tarif réduit de 15 euros. Sur place, elle coûtera 20 euros. Alors, n'hésitez pas à l'acheter de suite.

Les bons d'achat, d'un pouvoir d'achat de cinq euros pendant la Fête, vendus quatre euros, sont également en vente, et seulement avant la fête.

On peut se procurer cartes et bons d'achat auprès de nos camarades,

sur le site (paiement par chèque ou carte Visa) ou en écrivant à:

**Lutte ouvrière La Fête**  
• BP 20029 • 93501 Pantin Cedex

Merci d'indiquer le nombre de cartes et de bons d'achat désirés, en joignant un chèque à l'ordre de Lutte ouvrière. N'oubliez pas de préciser à quelle adresse le tout doit être expédié et de donner un numéro de téléphone. Envoi franco de port.

**Pour des raisons de sécurité et de propreté, les chiens ne sont pas admis dans l'enceinte de la Fête, sauf évidemment les chiens d'assistance.**

## Grèce : grève contre les nouvelles attaques

Le 17 mai, les syndicats grecs du public et du privé appelaient à la grève générale, certains secteurs, comme les transports (train, métro, bateaux) et les médias, commençant même à débrayer le 16 mai.

Des manifestations étaient prévues, pour protester contre les dernières mesures d'austérité imposées par les créanciers – l'Union européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international (FMI) – et acceptées par le gouvernement.

Le gouvernement de Tsipras a signé cet accord en échange d'une tranche supplémentaire de crédit, qui servira essentiellement à rembourser son échéance de 7 milliards d'euros en juillet prochain. Il espère aussi l'ouverture de négociations sur l'allègement de la dette, mais la contrepartie ce sont de nouvelles attaques, en particulier contre les retraités.

À partir de 2019, les

pensions de retraite baisseront de 9 % en moyenne, et jusqu'à 18 %. Alors que la pension moyenne a déjà chuté de 40 % depuis 2010, 900 000 retraités qui touchent plus de 700 euros par mois pourraient ainsi perdre un à deux mois de revenu. À partir de 2020, ou 2019 si le gouvernement n'atteint pas les objectifs fixés par les créanciers, le seuil d'imposition passera de 8 600 à 5 600 euros, ce qui rendra imposables les retraités et les travailleurs déjà parmi les plus pauvres. L'objectif est de récupérer 3,6 milliards d'euros pour obtenir de nouveaux prêts et, si le pays se montre bon élève, le gouvernement aura l'autorisation d'utiliser une somme du même ordre pour

prendre des mesures contre la pauvreté.

L'annonce du plan d'austérité a été donc accompagnée d'un catalogue de mesures que le gouvernement qualifie de positives, pour contrebalancer les sacrifices : une allocation logement, une enveloppe pour les allocations familiales, une aide aux repas pour les enfants scolarisés, un programme de crèches pour 30 % des enfants jusqu'à 4 ans, etc., à condition que le pays produise un excédent budgétaire qui satisfasse les créanciers.

Cet excédent, la Grèce l'a réalisé entre 2015 et 2016, et la population l'a payé d'un « énorme coût social », selon les mots mêmes du Premier ministre Tsipras. Les

dépenses publiques ont été réduites de presque 10 milliards, aux dépens de services essentiels comme la santé et l'éducation.

Le chômage dépasse toujours officiellement 23 %, et 45 % pour les 15-24 ans. Neuf chômeurs sur dix ne touchent aucune aide. Deux ménages sur trois vivent avec moins de 1 000 euros par mois, soit 15 % de plus qu'il y a cinq ans. Les salaires ne sont pas versés régulièrement et certaines entreprises paient même une partie du salaire avec des bons d'achat à échanger dans des supermarchés. Les prix de nombreux produits avoisinent ceux des autres pays européens plus favorisés, et le taux de TVA a été relevé en février dernier.

Plus d'un million et demi de particuliers et d'entreprises, souvent très petites, sont menacés de confiscation de leurs biens, pour des dettes envers l'État.

Dans ce désastre, le gouvernement continue à faire miroiter un allègement de la dette pour relancer l'économie. Mais les créanciers n'ont aucune intention d'épargner leurs débiteurs, après toutes ces années où les gouvernements de droite, de centre-gauche ou de la gauche dite radicale ont si bien satisfait à leurs exigences. Tout un pays a été ainsi dramatiquement appauvri pour qu'une poignée de grandes banques puissent continuer à engranger leurs intérêts.

Sylvie Maréchal



Retraités grecs en manifestation.

## Il y a 80 ans : Barcelone mai 1937, un coup de force contre la révolution

L'assaut en mai 1937 du central téléphonique de Barcelone, tenu par les anarchistes de la CNT et les militants du POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste), fut un tournant tragique de la révolution en Espagne. Celle-ci avait débuté un peu moins d'un an auparavant, en juillet 1936, déclenchée par la réaction conjointe des travailleurs des villes et des paysans pauvres au coup d'État militaire de Franco et de la quasi-totalité de l'état-major.

Depuis un an, des millions de femmes et d'hommes avaient réagi, prenant les armes, occupant les entreprises, les bâtiments administratifs. Ce fut le cas en particulier en Catalogne, une des régions les plus industrielles du pays, et à Barcelone. Avec à leur tête les organisations ouvrières majoritaires, essentiellement les militants anarchistes de la CNT, les travailleurs organisaient la

vie de leur quartier, de leur région.

Mais les dirigeants du camp dit républicain, les nationalistes catalans, les socialistes du PSOE et le Parti communiste stalinien compris, ne voulaient pas de ce pouvoir issu d'un soulèvement révolutionnaire de la classe ouvrière. Ils entreprirent de le briser militairement, sans la moindre hésitation. En ce début mai 1937, les dirigeants

du gouvernement catalan, toutes appartenances politiques confondues, choisirent de désarmer les groupes de travailleurs organisés qui avaient pris en main le pouvoir dans la ville et dans la région.

Les républicains, les sociaux-démocrates et les stalinien avaient en commun la volonté de mettre un coup d'arrêt à l'élan révolutionnaire. Mais leur tâche fut facilitée par l'attitude

des dirigeants anarchistes CNT qui, n'osant pas s'opposer à ceux qui incarnaient le parti de l'ordre, le parti républicain, s'inclinèrent, « pour ne pas briser l'unité », expliquaient-ils. Quant aux dirigeants du POUM, une organisation marxiste se réclamant du bolchevisme et de ses liens passés avec Trotsky, ils firent de même. Par cette démission, ils aidèrent à la défaite d'une révolution qu'ils avaient contribué à organiser.

Les événements furent brutalement démonstratifs, comme le voulaient ceux qui en avaient pris l'initiative. Le central téléphonique, aux mains des travailleurs, était un symbole que les tenants de l'ordre dit républicain voulaient abattre. Le commissaire à l'ordre public, le chef des forces de police de la ville, était un stalinien. À la tête d'un groupe de gardes, il tenta, dans un premier temps, de s'emparer du central téléphonique, mais les occupants se défendirent. L'ensemble des travailleurs de Barcelone se mirent alors en grève et se regroupèrent autour de la Telefonica. Des barricades furent érigées et les ouvriers devinrent maîtres de la ville. Les ministres anarchistes Garcia Oliver et Federica Montseny

arrivèrent alors à la hâte en avion de Valence, pour demander aux travailleurs de cesser les affrontements et d'arrêter une guerre fratricide. Les dirigeants de la CNT de Barcelone acceptèrent de se soumettre au nom de la réconciliation entre travailleurs et gouvernement. « Que la concorde règne entre nous », disaient-ils. Le camp républicain et le gouvernement catalan étaient parvenus à leurs fins.

Le gouvernement de Valence envoya alors 5 000 gardes civils pour rétablir l'ordre à Barcelone. Ils supprimèrent sur leur passage les comités, désarmant ouvriers et paysans, fermant les locaux des organisations ouvrières.

Le gouvernement de Front populaire montra là sa véritable nature. Il voulait rétablir son ordre, un ordre qui n'était autre que l'ordre bourgeois. Du même coup il poignardait la révolution en désarmant physiquement, mais surtout moralement et politiquement, la classe ouvrière, au nom de la lutte militaire contre les troupes de Franco. Il laissait libre la voie qui allait permettre au Caudillo d'imposer pendant près de quarante ans sa sanglante dictature.

Henriette Mauthey



Le siège du POUM à Barcelone.

# Algérie : forte abstention et stabilité politique

Alors que le gouvernement a mené une campagne sans précédent pour tenter de mobiliser les électeurs, le 4 mai, près de 63 % d'entre eux ne se sont pas déplacés pour élire les représentants au Parlement.

L'abstention a été forte, en augmentation de 5 % par rapport aux élections législatives de 2012, mais elle a été cependant contenue. Les partis de l'alliance présidentielle, le Front de libération nationale (FLN) et le Rassemblement national démocratique (RND), ont obtenu la majorité absolue, avec 164 sièges pour le FLN, et 97 sièges pour le RND. Quant aux islamistes, qui avaient été laminés aux élections de 2012, ils n'ont pas réussi leur retour, puisque les différentes coalitions y faisant référence n'ont obtenu au total que 67 sièges, contre 60 en 2012.

Le gouvernement peut sans doute se réjouir de cette stabilité politique, favorable aux affaires de la bourgeoisie algérienne et étrangère, mais l'abstention reflète le rejet des classes populaires envers des partis politiques qui, à un degré ou à un autre, sont presque tous impliqués dans des affaires de corruption. L'accès à des postes politiques permet en effet à des affairistes,

petits et grands, d'asseoir leur influence, d'avoir plus facilement accès à des marchés publics et de bénéficier d'une immunité parlementaire.

## Chute des prix du pétrole et austérité

Tout cela est loin des préoccupations des travailleurs et des classes populaires, confrontés à des difficultés quotidiennes grandissantes. Même lorsque le pétrole connaissait ses cours les plus hauts, le chômage touchait massivement la jeunesse. Le gouvernement avait mis en place un certain nombre de mesures pour tenter de le juguler, telles que l'accès au crédit ou l'accès à des emplois aidés dans le public et le privé. Mais, avec un pétrole à 50 dollars le baril contre 110 en 2014, le régime ne dispose plus de la même aisance financière. Près de 30 % des jeunes sont sans emploi. Le marché de la construction est au ralenti, la vente de véhicules automobiles, qui battait des records en 2014, a chuté, nombre de



showrooms ouverts dans des villes de moyenne importance ont fermé.

Le gouvernement a décidé de faire des économies, mais ce n'est pas les cadeaux aux patrons qu'il a réduits. Il s'est attaqué à l'automne dernier aux retraites du secteur public, il a passé la TVA de 17 à 19 % tout en dévaluant le dinar. Il a également baissé les subventions sur le carburant et l'électricité. Le niveau de vie des travailleurs s'est effondré. Faire ses courses quand on gagne le salaire minimum, soit 18 000 dinars (150 euros au cours officiel), est un casse-tête, même les produits locaux, tomates, pommes de terre,

oranges sont hors de prix.

## Un patronat arrogant

Le Code du travail est remis en discussion. On ne connaît toujours pas la teneur des attaques en préparation, mais le statut des travailleurs du secteur public est visé. Les patrons du privé, quant à eux, ne s'embarrassent pas du Code du travail, dans un secteur où la précarité est la norme et les syndicats inexistantes. Le patronat voudrait que le gouvernement aille plus loin dans ses attaques contre les classes populaires, qu'il cesse les subventions aux produits de première nécessité et qu'il mette fin à la gratuité

en matière de santé et d'éducation.

Devant ces pressions, le pouvoir tente de gagner du temps, car il craint une explosion sociale qui déboucherait sur une crise politique similaire à celle de 1988. Aussi, tant qu'il a les moyens financiers, il temporise. Avec des réserves de change qui s'élèvent à plus de 100 milliards de dollars, il dispose encore d'une marge de manœuvre. De leur côté, même si le nombre de grèves est en recul, les travailleurs ne semblent pas abattus, et leur combativité pourrait se manifester face aux attaques du gouvernement.

Leïla Wahda

# Allemagne : revers pour le SPD

Après les élections régionales en Sarre et en Schleswig-Holstein, les élections de dimanche 14 mai en Rhénanie-du-Nord-Westphalie ont marqué en deux mois la troisième défaite d'affilée du SPD (Parti social-démocrate) face à la CDU, le parti de centre-droit de la chancelière Angela Merkel.

C'est un revers pour le candidat du SPD, Martin Schulz, qui brigue le poste de chancelier à l'automne. La défaite est d'autant plus sévère que ce land, le plus peuplé du pays avec 18 millions d'habitants, est une importante région industrielle et un bastion de la social-démocratie, qui l'a dirigé presque sans interruption depuis 1966.

En réalité, les résultats des deux grands partis semblent assez proches, avec 33 % pour la CDU et 31,2 % pour le SPD, mais ils recouvrent par rapport aux élections régionales de 2012 une nette augmentation de voix pour la CDU (+750 000) et une forte baisse pour le SPD qui

perd 8 % et 400 000 voix.

La région de la Ruhr, ancienne région minière, haut lieu de la sidérurgie, de la métallurgie et de la chimie, avec ses cinq millions d'habitants, fait partie de ce land. C'est une région en partie sinistrée, où le chômage et la pauvreté sont particulièrement élevés. Les résultats électoraux y sont parlants. Le SPD arrive encore largement en tête dans les grandes villes de la Ruhr telles que Dortmund, Essen, Bochum ou Duisburg, mais il continue d'y perdre beaucoup de voix, reculant partout de 10 % environ.

Quant à l'AfD (Alternative pour l'Allemagne),

parti d'extrême droite, antiouvrier et antiréfugiés, présent pour la première fois aux élections régionales, il obtient au niveau du land 7,4 % des voix. Dans la Ruhr, ses résultats sont supérieurs à cette moyenne. Surtout, il fait ses meilleurs résultats, jusqu'à 15 ou 20 %, dans les endroits où le SPD est particulièrement fort : les quartiers les plus populaires des villes populaires.

Pourquoi ces résultats ? Le SPD, qui faisait campagne au nom de « l'égalité sociale », a gardé un socle d'électeurs dans la population laborieuse. D'un autre côté, il a dirigé le land avec les écologistes pendant les sept dernières années, et son bilan n'a pas grand rapport avec l'égalité. La population a subi des économies drastiques, notamment dans l'éducation, qui dépend du land, avec un nombre inégalé de fermetures

d'écoles et de collèges, et surtout la décision de supprimer une année de scolarité au lycée a été maintenue, malgré la contestation de nombreux parents. SPD et Verts ont également privatisé des lignes de chemins de fer, de bus, et des hôpitaux, quand ils n'ont pas purement et simplement fermé les unes et les autres. Le land a continué à étrangler les communes.

La population souffre aussi, au quotidien, d'infrastructures en déshérence. Par exemple, nombre de ponts sur le Rhin sont dans un tel état que la circulation doit y être restreinte, occasionnant des détours pour des milliers de salariés et des bouchons sur les routes dès 6 heures du matin.

La CDU a pu surfer sur ce mécontentement et, suite aux attentats, elle y a ajouté de la démagogie sécuritaire.

Quant à l'AfD, en perte

de vitesse ces derniers mois, elle vient de choisir ses deux candidats pour les élections nationales de septembre. L'un est un ancien de la CDU, et l'autre a commencé sa carrière dans la banque américaine Goldman Sachs : comme représentants des petites gens ou candidats antisystème, on fait mieux ! Dans une circonscription très populaire de la ville d'Essen, le candidat AfD, G. Reil, est de son côté un transfuge du SPD et un syndicaliste. Il a fait sa campagne en se servant de l'image du mineur (qu'il n'est plus depuis longtemps), cherchant à brouiller un peu plus la conscience de classe.

AfD, CDU, SPD : face à ces partis qui représentent les intérêts des puissants, il est urgent de construire un parti qui défende les intérêts des travailleurs.

Alice Morgen

## Faiencerie de Gien : les travailleurs débrayent

**Jeudi 11 mai, à la prise de poste du matin, les trois quarts des travailleurs des ateliers de la Faiencerie de Gien, dans le Loiret, ont fait deux heures de grève pour dénoncer les bas salaires et le non-respect par la direction de la convention collective.**

Le mécontentement couvait depuis plusieurs mois. Mais la goutte d'eau qui a fait déborder le vase a été quand, le 30 mars dernier dans une émission télévisée, le directeur général a eu le toupet d'expliquer que les ouvriers étaient heureux et fiers de travailler à la faiencerie.

Dans cette manufacture à l'ancienne, qui produit des pièces et de la vaisselle de luxe inaccessibles aux bourses de ceux qui les fabriquent, les conditions de travail sont elles aussi dignes d'un autre âge. Mais pour ce patron paternaliste qui ose parler au nom des ouvriers, ce serait un bonheur d'y travailler ! Comme

l'a dit un travailleur : « Fiers, nous le sommes. Heureux ? On est très loin du compte. »

Car derrière la prestigieuse marque française se dissimule la brutalité de l'exploitation. Après trente ans d'ancienneté, le salaire des ouvrières ne dépasse pas le smic. Un chauffeur de four en 5x8 gagne moins de 1 500 euros net par mois. Une nouvelle grille de classification, rétroactive à partir de janvier, prévoit bien une légère revalorisation des salaires. Mais pour ne pas les augmenter, la direction a rétrogradé la plupart des métiers ! Des ouvriers qualifiés, avec trente ans d'ancienneté, sont rétrogradés

comme manœuvres pour le même travail. Cela permet à la direction de ne pas appliquer le minimum prévu par la convention collective. Les erreurs de salaire sont réglées avec retard, le tarif des jours fériés n'est pas respecté.

À cela s'ajoute l'intensification de l'exploitation. Certains postes pénibles, comme le trempage dans l'émail, provoquent des tendinites et des troubles musculo-squelettiques. Mais le rendement a été augmenté, et les ouvrières qui ont du mal à le suivre se voient convoquées à un entretien. On peut être appelé au pied levé quelques heures avant pour effectuer un remplacement. La direction mégote sur tout, les équipements de protection, le matériel de réparation, jusqu'au papier toilette que les ouvrières sont réduites à apporter



elles-mêmes !

Suite au débrayage, la direction a pour l'instant refusé de satisfaire la principale revendication des grévistes, qui est l'application des salaires minimaux prévus par la convention collective. Avec cynisme, elle propose de supprimer la prime de fin d'année pour l'intégrer aux salaires, ou

bien d'augmenter ces derniers... quand l'entreprise fera des bénéfices. Mais les ouvriers n'ont aucun contrôle sur les comptes, et la direction peut bien raconter ce qu'elle veut ! Les travailleurs ont commencé à faire connaître leur mouvement et sont décidés à poursuivre leur action.

**Correspondant LO**

## GMF – Saran : pas d'accord pour le nouveau statut !

Suite à un appel national de leurs syndicats, une centaine de salariés GMF du site de Saran, près d'Orléans, ont débrayé et se sont rassemblés mardi 9 mai pour dénoncer leur nouveau statut issu de la fusion, sous le sigle Covea, de la GMF, la MAAF et MMA.

Nationalement, ce sont

1 000 travailleurs sur 6 000 du groupe GMF qui se sont mobilisés. Pour beaucoup de salariés, il s'agissait d'une première !

Le nouveau statut se traduirait, selon les catégories, par la suppression de trois à huit jours de congés. Avec l'annualisation du temps de travail, la flexibilité serait

accrue. Ainsi, en période basse, les semaines pourraient être de 20 heures et jusqu'à 44 heures en période haute. Les travailleurs n'en seraient informés que 14 jours à l'avance dans le meilleur des cas, 48 heures au pire ! Le travail du samedi serait généralisé.

Dans le même temps,

les bénéfices de Covea ne cessent d'augmenter (+ 9 % depuis 2015) et dépassent le milliard d'euros. Il y a donc largement de quoi embaucher et augmenter les salaires !

Depuis mardi 9 mai, les discussions continuent. Une majorité a pris conscience que la mise en place du

statut commun va considérablement dégrader les conditions de travail et la vie personnelle.

Comme la direction a opposé une fin de non-recevoir et a ainsi affiché son mépris, la grève a été reconduite au jeudi 18 mai.

**Correspondant LO**

## Finances publiques – Paris : salariés du nettoyage en grève

**À la Direction régionale des finances publiques (DRFiP), l'entretien des locaux parisiens est attribué à des prestataires, lors de la passation d'un marché public triennal. À l'occasion du nouveau marché, l'Ugap (Union générale des achats publics) pour le compte de la DRFiP a retenu une société d'investissement, Incub'ethic, comme titulaire du marché. Celle-ci a alors sous-traité les prestations à trois sociétés de nettoyage : Novasol, VDS, ISS.**

Les syndicats des Finances ont appris qu'ainsi la DRFiP aurait économisé 178 000 euros annuellement par rapport au précédent marché. Cette économie ne peut qu'encourager les sociétés de nettoyage à vouloir réduire la masse salariale.

Du 20 février au 15 mars, l'équipe de nettoyage du 11<sup>e</sup> arrondissement de Paris a fait grève pour la reprise d'une collègue par la société Novasol, avec le soutien des agents des Finances publiques, et surtout grâce au renfort de leurs collègues du ménage des autres centres

des Finances publiques. Ce fut le cas notamment lors de leur périple au siège de Novasol, où ils ont obtenu satisfaction : l'employée a été reprise aux mêmes conditions salariales.

Depuis le 25 avril, c'est l'équipe de nettoyage du centre des Finances du 2<sup>e</sup> arrondissement qui s'est mise en grève contre le renvoi d'un collègue travaillant sur le site depuis 18 ans. Verde Distribution Services (VDS) refuse de le reprendre, baisse les salaires de deux employés qui passent de 580 à 480 euros et envoie un avertissement au chef d'équipe solidaire

de ses collègues. À ce jour, VDS n'a encore remboursé aucun Pass Navigo depuis janvier et, tout comme Novasol et ISS, ne remplace plus les salariés en congé. VDS tente aussi de réintroduire la clause de mobilité, supprimée grâce à la grève chez TFN, précédent prestataire...

Face à cette lutte de classe que mènent les

patrons du nettoyage, la solidarité entre les exploités se développe d'autant plus que tous les salariés sont attaqués. Les grévistes se rassemblent chaque soir pour manifester devant leur lieu de travail, puis vont à la rencontre de leurs collègues qui subissent les mêmes attaques dans les autres centres.

Tout comme lors de la

grève dans le 11<sup>e</sup>, la petite équipe du ménage est déterminée pour obtenir la reprise de ce collègue et le maintien des salaires de tous ; elle bénéficie du soutien moral et financier des agents des Finances publiques, signataires d'une pétition, et elle sait qu'avec la solidarité et la détermination, on peut gagner.

**Correspondant LO**

## Apase : la lutte continue

Environ 80 à 90 salariés de l'Apase en Ile-et-Vilaine, association de 300 salariés travaillant à la fois sur la protection de l'enfance et la protection des majeurs, étaient encore en grève vendredi 12 mai. Ils entamaient leur troisième semaine de grève contre un changement de convention collective.

Lundi 15 mai, ils se sont donné rendez-vous une nouvelle fois devant le siège de l'association.

Des discussions, plutôt que des négociations, sont en cours avec une délégation syndicale complétée d'une gréviste.

Face aux attaques, ils ont relevé le gant et tiennent à éprouver par la grève la solidité du mur auquel ils se heurtent depuis plusieurs années.

Ils veulent préserver l'unité du personnel autour des mêmes droits en matière de salaires et de congés. La discussion

incessante entre grévistes dans des assemblées quotidiennes, pour se convaincre, parfois douter et souvent s'encourager les uns les autres, est un atout incomparable entre leurs mains.

Quoi qu'il se passe demain, leur ténacité, leur capacité à décider collectivement des revendications et de la conduite de la grève seront un gage pour l'avenir.

**Correspondant LO**

# GM&S – La Souterraine : les travailleurs déterminés

Lundi 15 mai, une nouvelle réunion de négociations entre les représentants des travailleurs de GM&S, des élus locaux et des représentants de Peugeot et Renault a eu lieu à la préfecture de Guéret.

Devant la préfecture, la moitié de l'effectif de GM&S – l'autre moitié continuant à occuper l'usine –, des délégations syndicales du Limousin et des habitants de La Souterraine s'étaient rassemblés pour soutenir les délégués CGT et FO, qui ont d'abord été méthodiquement fouillés avant de pouvoir franchir le portail de la préfecture. La réunion commencée à 15 h s'est finie à 21 h. Les représentants des constructeurs ont été évacués de la préfecture sous protection de la police, très présente dans tout le quartier, de peur que les travailleurs, qui avaient fait brûler des palettes et des pneus pendant six heures devant le portail, ne les interceptent !

Les constructeurs et les autorités cherchaient surtout à tergiverser, espérant que la combativité et la colère des travailleurs se tassent et que La Souterraine ne soit plus sous les feux des médias. Chaque constructeur a ajouté un million d'euros de commandes supplémentaires,

ce qui représente une goutte d'eau. Ce que demandent les travailleurs de GM&S, et qui permettrait de sauvegarder tous les emplois, ne représente pourtant que 1 % du chiffre d'affaires des deux groupes !

Une montée en charge des commandes sur trois ans a été évoquée, mais sans aucune garantie, le nombre d'emplois proposés si la reprise se faisait a été revu un peu en hausse, la période d'observation judiciaire qui devait se terminer le 23 mai pourrait être prolongée.

Mardi 16 mai, à 15 h, sous un soleil de plomb, près de 2 000 manifestants se sont rassemblés dans la cour de l'usine. Outre des groupes d'entreprises de la Creuse et des départements limitrophes, des délégations de travailleurs de PSA Poissy et Saint-Ouen, de Renault Flins et de Renault Le Mans étaient présentes.

Le meeting, animé par les interventions de responsables syndicaux locaux, s'est conclu par une intervention à la fois émouvante et combative d'un délégué de GM&S qui a appelé à continuer à se battre car, a-t-il dit en substance, le fait même de ne pas accepter et d'avoir mené la lutte est un gage pour l'avenir. Il a appelé à se rendre en

manifestation jusqu'à la mairie où, tous les travailleurs de GM&S occupant le grand balcon face aux manifestants, s'est tenu un deuxième meeting : un message de Martinez, secrétaire général de la CGT, a été lu, le député socialiste de La Creuse, qui se dit solidaire de la lutte depuis le début, et un représentant du conseil régional qui a jusque-là garanti des prêts assurant les salaires ont également pris la parole.

Un délégué a conclu en appelant à surveiller les mails, les SMS, les réseaux sociaux : ils sont déterminés à continuer à se battre et préparent de nouvelles actions.

Correspondant LO



## Communiqué de Lutte ouvrière

Après plus de six mois de mobilisation déterminée pour conserver leurs emplois, les travailleurs de GM&S Industry, à La Souterraine, continuent de se battre. Le 23 mai en effet la liquidation judiciaire risque bien d'être prononcée, la reprise par GMD étant compromise parce que PSA et Renault, leurs donneurs d'ordres principaux, refusent de tenir leurs engagements en termes de commandes.

Alors que les deux groupes font des profits record, les 279 travailleurs de GM&S risquent de se retrouver jetés à la rue, sans compter les sous-traitants qui travaillaient sur le site.

Les politiciens de gauche, de droite ou des deux bords à la fois, actuellement en campagne, vont sans doute verser quelques larmes de fausse compassion et expliquer, Macron le premier, qu'ils ne peuvent rien face au

patronat et à la loi du marché. Une chanson trop souvent entendue.

Mardi 16 mai, les travailleurs de GM&S lancent un appel national à un rassemblement devant l'usine à La Souterraine.

Je m'associe à leur mobilisation : Renault et PSA, qui ont fait leurs profits sur leur dos, doivent payer. Aucun licenciement !

Nathalie Arthaud,  
le 15 mai 2017

# Ikea France : en grève pour les salaires

Plusieurs dizaines de salariés des quatre dépôts centraux d'Ikea en France sont en grève depuis le 11 mai, à l'occasion des négociations annuelles sur les salaires.

La direction ne proposait initialement que 0,5 % d'augmentation. Pour un salaire moyen d'environ 1 800 euros, cela ne représenterait même pas 10 euros brut par mois. Car il n'est pas question pour la direction d'accorder des augmentations collectives. Elle cherche à imposer, comme elle le fait dans les

autres pays, des augmentations individuelles, paraît-il au mérite, mais pour au bout du compte ne verser que le minimum.

Par ailleurs, le bonus, une prime que touchent tous les salariés d'Ikea dans le monde et qui fait office de prime d'intéressement, représentait 11 % du salaire mensuel, soit à peine

200 euros brut. L'an dernier, ce bonus représentait 104 % du salaire mensuel, soit environ 2 000 euros brut.

Pour faire passer sa pilule, la direction a fait valoir que les résultats dans certains pays n'étaient pas bons. Mais c'est un gros mensonge et les salariés sont bien placés pour savoir que les affaires marchent très bien.

De fait, les résultats d'Ikea France sont florissants, le chiffre d'affaires publié pour l'année 2016

est de 2,6 milliards d'euros, et la direction a même indiqué dernièrement que l'année avait été exceptionnelle. Sans compter qu'Ikea group, dont la France constitue le troisième marché, multiplie les bons résultats.

La mobilisation a été importante à Châtres en région parisienne, à Lyon, à Fos-sur-Mer et à Metz, puisque la grève était massive dans chacun de ces dépôts.

Du coup, la direction s'est dite prête à revaloriser

l'augmentation à 0,7 %, au lieu du 0,5 initialement proposé. Mais elle a fait entendre qu'il fallait accepter ces propositions rapidement, sous peine de les voir remises en cause.

Ce chantage n'a pas impressionné grand monde et la plupart ont décidé de rester mobilisés pour imposer de véritables augmentations et permettre aux collègues des magasins de rejoindre le mouvement. C'est bien là le seul moyen de faire céder la direction.

Correspondant LO

# Suez RV – Reims : contre la dégradation des conditions de travail

Les travailleurs de la société de nettoyage Suez RV de Reims, appartenant au groupe Suez, ont fait grève à 100 % contre le projet de la direction de les faire travailler plus.

Celle-ci prenait prétexte que les salariés pouvaient avoir fini leur secteur de collecte d'ordures ménagères avant la fin de la journée. Dans ce secteur

du nettoyage, il est de tradition d'appliquer le fini-quitté c'est-à-dire que, lorsque le secteur défini par un certain nombre de rues est réalisé, la journée

de travail est terminée, quelles que soient les heures effectuées.

En remettant en cause cet usage, le groupe Suez veut simplement faire travailler davantage pour gonfler ses profits, car il percevra toujours la même somme d'argent de la collectivité locale, comme le contrat la

détermine : dans le secteur du nettoyage il y a une obligation de résultat sans rapport avec les heures de travail. Les salariés n'ont d'ailleurs jamais eu connaissance du contrat, car l'entreprise veut garder le secret sur les bénéfices engrangés.

Bien des sociétés capitalistes s'engraissent des

contrats passés avec les collectivités locales, que ce soit sur l'eau, les déchets, le transport collectif, etc. La moindre des choses serait de lever le secret des affaires, car cette soif de profit ne peut que desservir les intérêts des travailleurs et des usagers.

Correspondant LO

## Webhelp – Compiègne : débrayage du 15 mai

Une quarantaine de salariés de Webhelp, centre d'appels situé à La Croix-Saint-Ouen, près de Compiègne, ont débrayé plusieurs heures lundi 15 mai à l'appel du syndicat CGT.

Ils réclament une amélioration de leur convention collective, entre autres 100 euros net par mois, un 13<sup>e</sup> mois, dix minutes de pause par heure travaillée au lieu de cinq actuellement, pas de jour de carence en cas d'arrêt maladie, ou encore cinq jours payés pour un enfant malade. Les salaires sont en effet majoritairement au smic. Quant aux conditions de travail, elles ne cessent de s'aggraver. La pression pour répondre au plus grand nombre d'appels possible est constante. Les avertissements pleuvent parfois simplement pour deux minutes de retard, un nombre d'appels traités que la direction estime insuffisant, ou un appel considéré comme traité trop longuement.

Il y a un an, les travailleurs du centre de La Croix-Saint-Ouen s'étaient mis en grève durant plusieurs semaines pour une augmentation de salaire, malgré toutes les menaces de la direction. Ils s'étaient retrouvés nombreux dans les manifestations contre la loi travail. Cette année, ce sont les salariés du centre d'appels Webhelp de Caen qui débrayent

depuis six semaines régulièrement, dix minutes toutes les heures et en fin de service les samedis, pour réclamer des augmentations de salaire et un 13<sup>e</sup> mois.

La grève du 15 mai concernait tous les centres d'appels qui connaissent les mêmes problèmes. Partout, pour augmenter les profits, Webhelp veut exploiter davantage les salariés.

Webhelp a vu ses ventes progresser, atteignant un objectif d'environ 725 millions d'euros en 2015. Le nombre de centres d'appels est passé de 12 à plus de 80 tandis que celui des employés a progressé de 7000 à plus de 30 000. Basé à Paris, Webhelp est présent dans 21 pays et compte parmi ses clients des entreprises comme Vodafone, Bouygues Telecom, Direct Énergie. Fin 2015, le puissant fonds d'investissement américain KKR a acheté près de 60% de l'entreprise. Autant dire que de l'argent, il y en a.

Les travailleuses et les travailleurs ont toutes les raisons de ne pas se laisser faire.

Correspondant LO



Pendant la grève de novembre 2016.

## Caen : un mouvement de grève qui dure

Webhelp compte près de 950 salariés, sur deux sites dans l'agglomération de Caen. Lundi 15 mai, une centaine de salariés ont participé au mouvement.

En réalité, c'est une étape de plus dans une lutte qui dure depuis plusieurs semaines. Suite aux négociations annuelles obligatoires, où la direction ne proposait aucune augmentation de salaire, les syndicats CGT et SUD de Webhelp Caen avaient appelé à la grève dès le 22 mars. Un débrayage avait eu lieu, où la direction avait fait de la provocation en menaçant

de revenir sur d'éventuelles primes annuelles d'ancienneté qu'elle avait concédées à la CFDT. Ne se laissant pas intimider, les salariés de plusieurs services avaient commencé une série de débrayages de dix minutes par heure, auxquels ils participaient souvent à tour de rôle. Les travailleurs ont ainsi pu montrer leur détermination à presque une centaine, travaillant notamment pour EDF.

Puis, au fil des semaines, les débrayages en fin de service ont bien marché, surtout le samedi. Las de finir tous les jours à 22 heures,

certains quittaient le travail dès 17 heures.

«À chacun ses horaires» était le nom de baptême de ce mouvement. La grève nationale du 15 mai a permis de le relancer, les syndicats organisant des distributions de tracts, prise de parole et barbecue le midi.

La direction ne veut rien céder et repart même à l'offensive en demandant un accord plus favorable pour elle sur le temps de travail. Quelle qu'en soit l'issue, la persistance même du mouvement est déjà un grand élément de satisfaction.

Correspondant LO

## Rassemblement à Armatris

À l'autre centre d'appels de Caen, Armatris, une centaine de travailleurs sur près de 800 se sont rassemblés le 15 mai à 14 heures, pour protester contre le rognage des temps de pause, la faiblesse des salaires

et les carences en cas de maladie. Une délégation a été choisie au volontariat pour aller discuter avec un cadre production qui se trouvait dans les lieux. La rencontre a été un échec, mais n'a pas pour autant

entamé la détermination des grévistes : tous ont voté pour débrayer tous les lundis matin, quand le nombre des appels est le plus élevé. Affaire à suivre...

Correspondant LO

## Avadel – Vénissieux : mobilisation contre les destructions d'emplois

Mercredi 10 mai, les travailleurs d'Avadel ont débrayé et se sont rassemblés devant le site de Vénissieux, dans le Rhône, avec le soutien de militants CGT des usines chimiques voisines.

Ils protestaient contre l'annonce de 47 licenciements, sur les 101 emplois que compte le site. Ils craignent aussi que cela n'annonce la fermeture définitive dans un proche avenir.

Dans ce laboratoire de recherche pharmaceutique qui existe depuis vingt-six ans et qui a été racheté récemment par un groupe américain, c'est la première grève pour ces salariés qui sont techniciens de laboratoire, ingénieurs ou chercheurs, habitués depuis des années à une direction plutôt paternaliste.

La colère est d'autant plus grande que le PDG du groupe Avadel Pharmaceuticals vient d'annoncer un

chiffre d'affaires record pour le premier trimestre 2017. Avec ses bénéfices 2016, le groupe a même programmé un rachat de ses propres actions, un cadeau direct aux actionnaires. Et chacun sait maintenant que les brevets et le siège ont été transférés en Irlande et les liquidités aux îles Caïmans, pour des raisons fiscales.

Par ailleurs, l'entreprise a profité largement du soutien de l'État : elle a touché 40 millions d'euros de crédit impôt recherche sur les neuf dernières années. Cet argent public vient des impôts de l'ensemble des travailleurs du pays. Quant aux bénéfices, ils ont aussi été produits par les travailleurs. Il n'y a aucune raison



de les laisser aux actionnaires privés, en privant de leur travail ceux qui font des recherches utiles.

Il n'est donc pas question de se laisser licencier sans réagir. À chaque réunion avec la direction, les élus du personnel sont accompagnés par une haie d'honneur des salariés, qui les applaudissent jusqu'à la salle de réunion. Une

assemblée du personnel se tient après ou avant chaque comité d'entreprise, rendant compte de ce qui s'y dit et décidant des suites à donner.

Jeudi 18 mai, un barbecue revendicatif devrait réunir l'ensemble des travailleurs, pour discuter et préparer le prochain CE. Celui-ci devrait voir enfin arriver le patron du

groupe, la direction locale étant en permanence au téléphone pour demander ce qu'il faut répondre aux élus du personnel. Il vaut mieux s'adresser au bon Dieu qu'à ses saints, mais les travailleurs comprennent bien que seule leur mobilisation permettra de faire reculer cette société multimillionnaire.

Correspondant LO

# Une grève à Moscou

D'avril à juillet 1917, des grèves éclatent dans toutes les usines de Russie, que ce soit pour imposer des augmentations de salaire ou la journée de huit heures, ou pour répondre au sabotage organisé par les industriels. Dans ces grèves « s'accomplissaient de profonds processus révolutionnaires qui soudaient en un tout politique les éléments hétérogènes de la classe ouvrière », résumait Trotsky. Les récits suivants sont extraits de *Lutte de classe dans une usine métallurgique à Moscou*, de Kevin Murphy.

« Le 23 avril, une assemblée générale de l'usine Gurzon vota à l'unanimité que les travailleurs qualifiés devaient refuser les taux horaires excessifs et demandèrent que ces fonds soient attribués aux employés non qualifiés. (...) Les mouvements sur les salaires conduisirent également à des conflits au sujet de l'embauche et des licenciements, et cela illustra combien de questions semblables s'entremêlaient à mesure que le mouvement des travailleurs prenait de l'importance et de l'assurance.

Le comité d'usine résolut que pas un seul employé ne pouvait être licencié sans son accord. Les travailleurs décidèrent ensuite qu'ils avaient également le droit de nommer et démettre le personnel de direction. Le 23 mai, la direction se plaignit que les ouvriers du secteur moulage avaient annoncé à leur chef, M. Mattis, qu'ils ne voulaient plus de lui comme de leur chef et l'avaient révoqué immédiatement de son poste. Le

lendemain, l'atelier des boulons renvoya son responsable. D'après un ouvrier, ce chef s'en prenait particulièrement aux femmes de l'atelier, congédiant celles qui étaient enceintes ou forçant celles de la production à nettoyer par terre. (...)

Ni les concessions des patrons ni leur intransigeance ne semblaient capables de freiner la marée de l'activité militante des travailleurs. Comme les travailleurs avaient gagné un sens aigu de leur pouvoir collectif, les deux attitudes semblaient ne mettre que de l'huile sur le feu des conflits. (...) Le 19 juin, le comité d'usine soumit des demandes sur d'autres questions:

- 1- Créer un espace permanent pour le comité ouvrier et pour les assemblées générales de l'usine, les conférences et autres activités d'éducation culturelles.
- 2- Accepter sept heures pour l'équipe de nuit, avec une paye de huit heures.
- 3- Payer régulièrement les salaires sous la forme suivante: pas plus tard que

le 20 du mois donner une avance pour le mois, et pas plus tard que le 8 du mois suivant pour le décompte des primes de coût de la vie.

4- Installer des systèmes de ventilation pour tous les endroits fermés où il y a de la production.

5- Des douches et saunas pour les deux sexes.

6- Une température suffisante dans tous les ateliers pendant l'hiver; des lavabos.

7- Dans tous les ateliers, il devrait y avoir une cantine ou une pièce fermée et confortable.

8- Faire des toilettes assez près des ateliers.

9- Dans tous les ateliers, faire des placards pour les vêtements des travailleurs.

10- Dans l'atelier de laminage et la zone de construction, amener l'eau chaude car elle est actuellement trop éloignée et inaccessible à cause de la nature du travail.

11- Le salaire pour arrêt maladie, en relation ou non avec le travail, doit être payé entièrement à partir



Grève dans les usines Poutilov à l'occasion du 1<sup>er</sup> Mai.

du premier jour de maladie et basé sur le salaire moyen ouvrier.

12- Les femmes qui accouchent doivent être libérées deux semaines avant et pendant quatre semaines après la naissance, mais elles doivent être payées totalement sur la base du salaire moyen.

13- Les médicaments prescrits par des médecins privés devraient être distribués par le dispensaire local et, si le dispensaire n'en a pas, l'usine devrait s'en procurer auprès d'un autre pharmacien.

14- En période d'arrêt de travail à cause de manque de matériel, le salaire doit être de la moitié du salaire minimum.

15- Après la naissance d'un enfant, verser vingt-cinq roubles; après la mort

d'un enfant, donner vingt-cinq roubles; pour la mort d'adultes, donner soixante-quinze roubles.

16- Tout travailleur qui a été à l'usine au moins un an doit se voir accorder deux semaines de vacances; tout travailleur qui a deux ans ou plus d'ancienneté a droit à un mois de vacances avec la paye minimum.

La variété, la clarté et la force des revendications démontrent l'organisation et la confiance grandissante des travailleurs. Le besoin d'un lieu régulier pour les réunions montre que la priorité première des travailleurs était le renforcement de leur propre organisation, et les revendications dans l'intérêt particulier des femmes démontrent la volonté des travailleurs d'inclure tous les problèmes.»

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),  
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Rotos-Press Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mai 2017.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

## Versez à la souscription de Lutte ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte

ouvrière, en les envoyant à l'adresse suivante: Lutte ouvrière, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à

une réduction d'impôt de 200 €, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.



### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à  Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code Postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris  
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

### Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org  
www.union-communiste.org  
contact@lutte-ouvriere.org

### Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia  
**Pour les malvoyants**  
www.lutte-ouvriere-audio.org

# Tunisie : l'armée contre les chômeurs

L'armée est intervenue le 16 mai dans le désert de Kébili, dans le Sud tunisien. Depuis plusieurs semaines, en effet, des manifestations et mouvements de protestation de chômeurs ont eu lieu autour des installations pétrolières Perenco et Winstar, bloquant la production, ainsi qu'autour du gazoduc d'El Golâa.

L'intervention fait suite à une décision du président Essebsi qui, dans un discours, promettait que l'armée « protégerait les outils de production »... des protestations de la population pauvre. D'après lui, en effet, « toutes les protestations ne sont pas légitimes ». Pas légitime, la colère des chômeurs, des jeunes diplômés dont près de la moitié ne trouvent aucun emploi ? Pas légitime, l'inquiétude des mères de famille qui voient le pouvoir d'achat baisser de 15 % en deux ans, l'inflation rognant les ressources, alors que le

gouverneur de la Banque centrale aurait triplé son propre salaire depuis sa nomination en 2013 ?

Les sit-in et blocages qui se sont enchaînés depuis plusieurs semaines dans le centre et le sud du pays, dans la région de Tataouine, avaient finalement incité des ministres, dont le Premier, Youssef Chahed, à se déplacer et à faire... pas moins de 64 promesses, créations d'emplois dans les administrations et les services, amélioration des conditions de vie des villageois, déblocage d'aides publiques



Manifestation des jeunes de Tataouine fin avril, vers El Kamour.

prises sur le bénéfice du pétrole et du gaz. Mais les collectifs de « sit-inneurs », habitués aux promesses non tenues depuis des années, avaient appelé à une journée de grève à Tataouine fin avril, rejointe par les salariés des écoles et des services publics. D'autres journées de grève et de blocage de la

route venant de la frontière libyenne avaient été organisées sur d'autres villes, pour exiger, en particulier, une embauche dans chaque famille.

La réponse du pouvoir à la population pauvre est claire : il y a d'un côté le projet de loi dit de « réconciliation économique » visant à

amnistier les hommes d'affaires ou anciens cadres du régime de Ben Ali impliqués dans des affaires de corruption, prétendument en vue d'« encourager les investissements » et de « débloquer l'administration ». De l'autre, le pouvoir envoie l'armée pour faire taire les chômeurs.

Viviane Lafont

## Fatima : le centenaire des illuminés

Samedi 13 mai, le pape a canonisé en grande pompe deux des trois petits bergers qui, il y a un siècle, le 13 mai 1917, auraient vu la Vierge leur apparaître. Le show papal a paraît-il attiré 500 000 spectateurs, plus qu'un match du Benfica, moins que les Jeux olympiques.

Les deux nouveaux saints, Francisco et Jacinta, sont morts de misère en 1919 et 1920. Leur cousine Lucia, témoin elle aussi des apparitions, est morte au couvent en 2005, trop

récemment pour être déclarée sainte.

La Vierge aurait parlé à ces bergers naïfs d'enfer, de conversion et des dangers courus par le pape et l'Église. Mais elle

s'intéressait aussi à l'actualité, en particulier à la guerre mondiale. Le corps expéditionnaire portugais avait eu son premier tué le 4 avril précédent et allait perdre en avril 1918 près de la moitié de ses effectifs dans la bataille de la Lys : 7500 tués et autant de prisonniers et disparus, sans compter les innombrables blessés, en particulier par les gaz.

En prime, la Vierge

aurait attaqué la Russie pour son athéisme et ses persécutions religieuses, démontrant du même coup ses dons de prophétie : en mai 1917, on n'en était pas encore à la révolution d'Octobre et au pouvoir soviétique. Manque de chance : on n'a connu ces révélations faites aux bergers qu'en 1941, pendant une autre guerre mondiale, que les apparitions prédisaient d'ailleurs aussi. Comme

quoi les prophéties faites après coup sont les plus véridiques.

En cette année 2017, ceux qui ne croient ni au surnaturel ni aux apparitions ni aux mômeries de Fatima peuvent se consoler avec un autre anniversaire : celui de la Révolution russe, bien réelle, qui a ébranlé le monde et précipité la fin de cette première boucherie mondiale.

Vincent Gelas

## Département du Nord : attaques contre les chômeurs en fin de droits

La majorité de droite du département du Nord a décidé de porter ses coups contre les allocataires du RSA. 15 000 personnes ont vu leur allocation amputée de 100 à 250 euros parce qu'elles n'étaient pas inscrites à Pôle emploi ni engagées dans un processus de réinsertion.

Le vice-président chargé de l'insertion justifie cette décision par le fait que « c'est la loi ». Le département du Nord avait annoncé ses intentions en juin 2016. Il faisait face à une baisse des dotations de l'État de 37,5 millions d'euros et une hausse de 21 % du nombre d'allocataires. La direction du département a donc diminué le nombre de jours de travail des agents, réduit de 400 le nombre de postes, mettant environ 200 personnes en CDD au chômage et ne remplaçant pas les retraités.

L'autre facette de cette politique d'économies

consiste à terme à verser moins de prestations. On retrouve la même politique de diminution des heures d'aides-ménagères ou aides-soignantes accordées aux personnes âgées et handicapées, quel que soit le service qui les gère.

À défaut de réussir à juguler le chômage depuis plus de trente ans, ces élus de droite mettent les chômeurs en accusation. Ils participent sans aucune honte à la campagne menée par la droite, l'extrême droite et une partie de la gauche contre les plus pauvres, qu'ils qualifient d'« assistés ». Dans une

région où la population a travaillé dur, extrait le charbon, œuvré dans la sidérurgie, les fermetures d'entreprises en ont aujourd'hui placé une fraction dans le désespoir et la résignation.

La crise du système capitaliste met de côté une partie du monde du travail. Face à l'ampleur du phénomène, l'État puis les départements cherchent à récupérer une partie de l'aumône qu'ils versent à ceux qui sont en fin de droit. Ces élus remettent en cause des sommes allant de 100 à 250 euros, indispensables aux personnes en fin de droit, mais qui ne représenteraient pour eux que de l'argent de poche. Cela en dit long sur le degré atteint par la guerre de classe menée par la bourgeoisie et les élus qui la servent.

Inès Rabah

## Tati : loi Macron, loi des patrons

Les 1 720 salariés de la société Agora Distribution, filiale du groupe Eram dont dépend entre autres l'enseigne Tati, restent dans l'attente de la décision du tribunal de commerce de Paris, prévue le 29 mai, suite à la mise en redressement judiciaire de la société.

Immédiatement, des offres de reprise ou plutôt de dépeçage de Tati ont été présentées. Les vautours s'intéressent pour la plupart aux magasins les mieux situés. Ainsi Gifi dit vouloir garder l'enseigne mais seulement 100 des 130 magasins Tati et 1 200 salariés. Ou encore cette offre de quatre enseignes, La Foir'fouille, Stockomani, Centrakor et Maxi Bazar, qui s'intéressaient dans un premier temps séparément à une partie des emplacements et qui ont choisi de se regrouper pour mieux se partager 88 des 145 magasins d'Agora avec 1 051 salariés. Un point commun à toutes ces offres : de 500 à 700 salariés

resteraient sur le carreau à la reprise.

Quant au groupe Eram, qui a réalisé en 2015 un chiffre d'affaires de 1,5 milliard d'euros et qui ne peut cacher une santé financière évidente, il se dégage de toute responsabilité sans même avoir à financer le moindre plan de suppressions d'emplois. En effet, depuis août 2015, la loi Macron permet à un groupe d'échapper à l'obligation de financer un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) lorsqu'une de ses filiales est mise en redressement judiciaire. Avec cette loi, le grand patronat dispose d'un levier pour accélérer sans la moindre contrainte les licenciements collectifs et les fermetures d'entreprises.

Macron s'est montré facilitateur des licenciements en nombre. On comprend alors pourquoi Gattaz, le président du Medef, a exprimé sa préférence pour Macron président.

Philippe Logier